



Investir dans les populations rurales

## **République Démocratique de São Tomé e Príncipe**

---

### **Projet d'Appui à la Petite Agriculture Commerciale (PAPAC)**

#### **Rapport de supervision**

#### **Rapport principal et appendices**

Dates de la mission: 28 septembre-8 octobre 2016

Date du document: 13/10/2016

No. du Projet: Don 2000000840

No. du rapport: 4227-ST

Division Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département gestion des programmes



## Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	1
Généralités.....	1
Description du portefeuille.....	2
B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet	4
C. Produits et effets	5
Développement des plantations familiales.....	5
Renforcement des Organisations de Producteurs (OP).....	8
Nouveaux domaines d'intervention.....	11
D. État d'avancement de l'exécution du projet	13
Développement des plantations familiales.....	13
Consolidation des OP.....	13
Nouveaux domaines d'intervention.....	14
Coordination et gestion du projet.....	15
E. Aspects fiduciaires	16
F. Durabilité	19
G. Autres aspects	20
H. Conclusion	20

## Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	21
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	25
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	29
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	31
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	39
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: Octobre 2016	45
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	47

## Sigles et acronymes

AFD	Agence Française de Développement
BAD	Banque Africaine de Développement
CAO	Contrat Annuel d'Objectifs
CECAB	Coopérative d'Exportation de Cacao Biologique
CECAFEB	Coopérative d'Exportation de Café Biologique
CECAQ-11	Coopérative d'Exportation de Café de Qualité
CEPIBA	Coopérative d'Exportation de Poivre et Vanille
DPD	Demandes de Paiements Directs
DRF	Demandes de Retrait de Fonds
FENAPA	Fédération Nationale des Petits Agriculteurs
GEF	UN Global Environment Facility
FIC	Fonds d'Infrastructures Communautaires
ICEA	Istituto Certificazione Etica e Ambientale
KAOKA	Entreprise Chocolatière, partenaire de la CECAB
MADR	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MFF	Mécanisme Flexible de Financement
MEDSEA	MEDiterranean SEa Acidification in a changing climate
PAPAFPA	Programme Participatif d'Appui à l'Agriculture Familiale et à la Pêche Artisanale
PNAPAF	Programme National d'Appui à l'Agriculture Familiale
PPM	Plan de Passation des Marchés
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
PRIASA II (BAD)	Projet de Réhabilitation des Infrastructures d'Appui à la Sécurité Alimentaire
RAF	Responsable Administratif et Financier
STP	São Tomé e Príncipe
TOMPRO	Progiciel comptable et de gestion de Projets
UGP	Unité de Gestion de Programme

### A. Introduction

(Equivalents \$EU)	GEF	FIDA	
Coût total	2 418 182	9 800 000	
Don	2 418 182	3 000 000	3 000 000
	FSP 29 ST	2000000840	2000001546
Contribution de l'Emprunteur		900 000	
Contribution des bénéficiaires		1 000 000	
Cofinancement		700 000	
Gap de financement		1 200 000	

Date d'approbation		29-09-2014	09-04-2016
Date de signature	06-12-2012	22-09-2014	
Date d'entrée en vigueur		29-09-2014	
Date d'achèvement du Programme	06-06-2016	30-09-2020	
Date de clôture du prêt ou du don	06-12-2016	31-03-2021	
Taux de décaissement des dons <sup>1</sup>	71,68%	74,83 %	29.51%

## Généralités

1. Une mission du FIDA<sup>2</sup> a séjourné à São Tomé-et-Príncipe du 28 septembre au 7 octobre 2016, dans le cadre de la supervision du Projet d'Appui Participatif à l'Agriculture Commerciale (PAPAC). Cette mission fait suite à une mission de suivi réalisée du 15 au 23 février 2016 et à la première supervision annuelle du PAPAC réalisée du 3 au 20 avril 2016.

2. Cette mission avait pour objectifs : (i) évaluer la performance globale du PAPAC et son impact; (ii) faire le point sur l'état d'avancement des activités menées au cours de la période sous examen; (iii) apprécier la mise en œuvre, les progrès réalisés et l'impact obtenu au niveau de chaque composante; (iv) évaluer l'application des recommandations formulées au cours de la 1ère mission de supervision et de la mission de suivi de la mise en œuvre du projet ; (v) se prononcer sur l'efficacité des outils de gestion du PAPAC et examiner, dans la mesure du possible, les approches et méthodologies mises en place pour l'exécution du PAPAC; (vi) évaluer l'impact du projet dans le pays en mettant en valeur la qualité du ciblage, dont la prise en compte des femmes, des jeunes et des couches vulnérables en milieu rural; et (vii) analyser, avec l'ensemble de l'équipe du projet et les principaux partenaires impliqués dans la mise en œuvre, les difficultés et contraintes rencontrées dans l'exécution des activités du projet, et proposer des solutions et recommandations appropriées.

3. L'UGP du PAPAC a, le jeudi 29 septembre, exposé à la mission les avancées réalisées et problèmes rencontrés depuis la supervision d'avril 2016. La mission a ensuite, (i) rencontré les différents acteurs et partenaires d'exécution du projet, (ii) fait le point sur l'exécution financière et les instruments comptables au niveau de l'UGP et de chacune des quatre coopératives, (iii) examiné et discuté les ébauches de plan d'action pour 2017 avec chacun des acteurs du projet. Une réunion de restitution du travail de la mission s'est tenue le 6 octobre avec la participation de l'UGP et des coopératives. La mission a été reçue par son Excellence Monsieur Teodorico Campos, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural le 5 octobre 2016.

4. Le présent aide-mémoire fait le point sur les constats et recommandations de la mission et intègre les commentaires des cadres du programme ainsi que des différents opérateurs techniques.

5. La mission exprime ses sincères remerciements aux Autorités de São Tomé e Príncipe, au personnel de l'UG pour leur accueil chaleureux, ainsi qu'aux quatre coopératives et autres partenaires, pour leur entière disponibilité et collaboration qui ont permis le bon déroulement des travaux.

## Description du portefeuille

6. Le portefeuille du FIDA à Sao Tomé-et-Príncipe est actuellement composé d'un seul projet, le "Projet d'Appui à la Petite Agriculture Commerciale (PAPAC)" (don N°. 2000000840 d'un montant de 3 millions de \$EU) approuvé par le FIDA le 22 septembre 2014, entré en

<sup>1</sup> Dépôts initiaux inclus

<sup>2</sup> La mission était composée de M. Pierre-Yves Legal, consultant WCA, chef de mission et de Mme. Oumou Touré, consultante WCA, spécialiste en gestion financière. M. Vincenzo Galastro, CPM FIDA, a rejoint la mission du 2 au 7 octobre.

vigueur le 29 septembre 2014 et dont la clôture est prévue le 31 mars 2021. Un financement supplémentaire (don N° 2000001546) de 3 millions de \$EU a été approuvé par le Conseil d'Administration du FIDA le 9 avril 2016.

7. En outre, depuis décembre 2012, un financement additionnel GEF (don No. GEF-FSP-29-ST pour 2,42 millions de \$EU) qui vise (i) à apporter un appui institutionnel au secteur de l'environnement et (ii) la promotion d'une exploitation des écosystèmes compatible avec la préservation des ressources naturelles a été mis en œuvre au travers du PAPAFPA (clôturé le 30 septembre 2015) puis du PAPAC. La durée d'exécution de ce financement a été prolongée de six mois et sa date d'achèvement repoussée au 6 juin 2016.

8. **Le Projet d'Appui à la Petite Agriculture Commerciale (PAPAC)** a pour but de réduire la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire. Son objectif spécifique est de fournir à 4 750 ménages ruraux (soit 18 500 habitants) les plus vulnérables, des opportunités durables d'accès à des revenus issus de la valorisation équitable de leurs productions végétales et animales sur des marchés de niche à l'exportation et sur le marché interne. Le PAPAC comprend quatre composantes.

9. **Composante 1 : Développement des plantations familiales.** La composante a pour objectif de permettre à environ 3650 ménages cibles (soit 14 220 habitants) de disposer à la fin du projet d'une exploitation agricole viable et professionnelle dans les filières suivantes : cacao, café et poivre. Les activités à réaliser dans le cadre de cette composante sont les suivantes: i) l'intégration de nouvelles communautés ou de nouveaux planteurs au sein des associations et des quatre coopératives existantes; ii) la création, la rénovation, la densification et l'amélioration des plantations, dont notamment la réhabilitation de 2200 ha de cacao, 320 ha de café et 10 ha de poivre; iii) la professionnalisation technico-économique des planteurs par l'introduction des pratiques culturales améliorées (taille, fertilisation organique, etc.) et par la formation des planteurs à ces techniques par des membres des coopératives «sociétaires-techniciens» ayant reçu des formations spécifiques; iv) l'identification du matériel végétal local le plus performant et la production à partir de celui-ci de plants ou greffons par des pépiniéristes membres des coopératives et la mise en place de ce matériel selon des pratiques de culture biologique, en plantations nouvelles, en remplacement de plants anciens ou en re-densification.

10. **Composante 2 : Consolidation des organisations de producteurs.** La composante vise à renforcer la capacité des quatre coopératives exportatrices de cacao (2), poivre (1) et café arabica (1) à être de plus en plus performantes, robustes et autonomes du point de vue institutionnelle et financière. Cette composante comprend trois volets dont les deux derniers sont mis en œuvre par une cellule technique placée au sein de l'UGP et financées par le PAPAC.

11. **Infrastructures rurales.** Au terme de ce volet, le Projet va financer et réaliser des infrastructures rurales économiques définies au sein de chaque stratégie spécifique par OPF. En outre, le Projet fournira des appuis à l'équipement, au fonctionnement et au perfectionnement de la cellule d'appui à la maîtrise d'ouvrage (« FIC »), placée au sein de l'UGP qui assure également des services pour le compte d'autres bailleurs (BAD notamment qui en assume une partie des coûts de fonctionnement).

12. **Appui à l'organisation et à la gestion des organisations de producteurs (OP).** Au terme de ce volet, les activités suivantes seront réalisées : i) l'appui (par l'équipe technique du Projet) à l'élaboration et à la mise à jour des plans d'affaire des coopératives; ii) le renforcement du cadre commun aux différentes OP; iii) la réalisation, directement par l'équipe technique, de formations dans les domaines de l'organisation et de la gestion ; iv) la création et le renforcement à travers l'assistance technique de la fonction de conseil technico-économique aux exploitations familiales au sein de chaque coopérative; et v) la création et le perfectionnement de bases de données de suivi/gestion opérationnelle (fichiers planteurs, fichiers parcelles, traçabilité/suivi des flux physiques, etc.).

13. **Renforcement du cadre commun aux différentes organisations de producteurs.** Le Projet appuiera un certain nombre de fonctions ou de thèmes intéressant l'ensemble des filières soutenues. Initialement il s'agira: i) de partenariats internationaux entre OP, ii) du cadre commercial et d'appui à la prospection de marchés, iii) d'un test de réalisations d'achats communs entre coopératives, et iv) de conseil juridique (droit national et international).

14. **Composante 3 : Nouveaux domaines d'intervention.** La composante a pour objectif de permettre à environ 1100 ménages (soit 4300 personnes) d'accéder à de nouvelles opportunités durables de revenus monétaires et/ou de renforcer la rentabilité d'activités qu'ils pratiquent déjà. Deux domaines nouveaux d'intervention ont été identifiés lors de la préparation du projet : a) l'introduction dans le pays de matériels et techniques de micro-irrigation, et (b) le test et la mise en place de circuits courts de production et transformation de viande porcine et de volailles de qualité pour le marché interne en partenariat avec deux partenaires privés (un pour chacun des deux circuits). En outre, suite à des tests de marché réalisés entre la préparation du PAPAC et son démarrage et ayant donné des résultats positifs, un volet de production de cafés robusta de qualité a été introduit avec l'accord du FIDA. Il est mis en œuvre par la CECAFEB avec des communautés situées dans des zones humides pour lesquelles aucune autre opportunité économique proposée par le PAPAFA ou le PAPAC n'était adaptée.

15. **Composante 4 : Coordination, gestion et suivi-évaluation du projet.** Le PAPAC est mis en œuvre par une Unité de Gestion de Projet (UGP). L'UGP est dotée d'une Direction, qui comprend et coordonne quatre cellules: i) une cellule infrastructures financée en partenariat avec la BAD, composée pour la contribution FIDA/PAPAC, du responsable de la cellule et de deux animateurs (composante 2); ii) une cellule de suivi-évaluation composée d'un responsable, d'un technicien chargé notamment du contrôle de la mise en œuvre des conventions passées avec les coopératives et d'un agent de saisie ; iii) une cellule administrative et comptable composée d'un responsable (RAF), d'un comptable, d'un responsable des achats, d'un assistant (secrétariat), d'un chauffeur et d'un employé de nettoyage; et iv) une cellule technique (composante 2) composée d'un responsable, d'un assistant technique permanent sur au moins trois ans (financement AFD); d'un agronome informaticien (mi-temps avec le suivi évaluation); d'un spécialiste des achats (mi-temps avec la cellule administrative et financière). En outre l'ingénieur chargé de la micro-irrigation sera placé au sein de cette équipe. Chaque responsable de cellule est responsable de planifier les activités de la cellule, gérer le budget et produire les rapports et comptes rendus d'exécution technique et financière.

16. **Le financement GEF (2013 à juin 2016)** « Approche écosystémique intégrée pour la gestion et la conservation de la biodiversité dans les zones tampons des Parcs Naturels Obô de São Tomé et Príncipe » vise 44 communautés qui n'avaient pas encore été touchées par les interventions du PAPAFA. Ce financement additionnel cherche à favoriser le développement des chaînes de valeur traditionnelles (café et cacao) et non-traditionnelles (élevage, cultures alimentaires), à garantir une utilisation durable des forêts et à favoriser le développement de l'éco-tourisme, notamment dans les zones cibles du nord-ouest de Sao Tomé. L'objectif est également d'accroître les capacités techniques et institutionnelles des personnes et des institutions impliquées dans la gestion durable des ressources naturelles, de la biodiversité marine et terrestre et des écosystèmes de Sao Tomé et Príncipe. Ce financement s'articule autour de trois axes prioritaires: i) un appui institutionnel pour l'intégration de la biodiversité dans les politiques sectorielles du pays ; ii) une gestion intégrée des écosystèmes et préservation de la biodiversité dans les zones tampon des aires protégées, y compris à travers la promulgation d'activités génératrices de revenus ; et iv) le suivi et évaluation (S&E). Une mission mandatée par le FIDA pour appuyer la clôture du don GEF a séjourné à São Tomé e Príncipe du 13 au 23 septembre 2016.

## **B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet**

17. Il était envisagé que les activités du PAPAC puissent démarrer dès la date d'achèvement du précédent projet appuyé par le FIDA (PAPAFA), soit le 1<sup>er</sup> avril 2015. Le premier financement



du PAPAC (Don 2000000840) est entré en vigueur le 29 septembre 2014, mais le premier PTBA/PPM du PAPAC (avril-décembre 2015) n'a pu être approuvé par le FIDA qu'après la mi-mai 2015. L'essentiel des activités menées directement par les coopératives (Composante A : « Développement des plantations familiales ») et prévues pour 2015 ont cependant pu être mises en œuvre de façon satisfaisante. Le volume de réalisations de la seconde composante « Renforcement des Organisations de Producteurs (OP) » est par contre resté limité en 2015. Le PTBA 2016 a été approuvé par le Comité de Pilotage le 20 novembre 2015 et par le FIDA le 11 janvier 2016 (2 séries de commentaires émis par le FIDA et dernière réponse du projet le 5 janvier). Conformément aux recommandations de la mission d'avril 2016, une version préliminaire du PTBA 2017 a été présentée à la présente mission.

18. **Comme en 2015, la mise en œuvre des actions prévues dans le cadre de la Composante A : « Développement des plantations familiales » (qui est mise en œuvre directement par les quatre coopératives) est très satisfaisante. Des progrès importants ont été réalisés dans la mise en œuvre de la seconde composante « Consolidation des organisations de producteurs »** notamment du fait du travail d'animation réalisé par la cellule technique de l'UGP : le Responsable Technique qui avait pris fonction seulement en août 2015 est opérationnel et l'agro-informaticien maintenant dégagé depuis l'achèvement du financement GEF (juin 2016) de ses tâches liées à ce dernier, a eu la possibilité de s'investir pour appuyer les coopératives à développer et mettre en place des outils de gestion opérationnelle et budgétaire. La mise en œuvre de l'assistance technique prévue sur financement AFD a débuté en août 2016 (pour une période de 30 mois). Elle devrait permettre de faciliter le lancement du volet de conception et mise au point de méthodes et d'outils d'appui-conseil technico-économique au sein des coopératives pour lequel l'UGP n'a pas réussi à identifier les partenaires nécessaires. **Les actions prévues dans le cadre de la troisième composante « Nouveaux domaines d'intervention » ont toutes été entreprises et sont mises en œuvre de façon satisfaisante.** La parcelle de démonstration des techniques de micro-irrigation est fonctionnelle et les premiers tests en milieu paysan ont été mis en place. Les activités liées au café « robusta » initiées par la CECAFEB sur financement GEF sont prolongées sur financement FIDA. Les données recueillies sur les quatre premiers cycles d'élevage de poulets de chair de qualité montrent la viabilité technique et économique du modèle adopté à la fois pour la communauté et l'entreprise partenaire. Le premier cycle d'élevage porcin est en cours (depuis juillet) et les premiers enseignements pourront être tirés une fois la vente des animaux réalisée (décembre 2016).

19. Les perspectives discutées lors de la mission permettent d'envisager l'accession à l'autonomie de fonctionnement de la CECAQ 11 dès 2017 et de la CEPIBA en 2018. A partir de 2018, la CECAB, autonome depuis 2012 pour son fonctionnement assumera également le volet de développement des plantations pris en charge par le PAPAC de 2015 à 2017. Malgré les progrès réalisés dans la gestion et la mise en œuvre des actions de réhabilitation des plantations, le potentiel de viabilité de la CECAFEB reste très incertain en particulier du fait (i) de l'étroitesse des marges permises par les prix sur les marchés international et national par rapport aux coûts locaux de production (main d'œuvre notamment), (ii) de l'impossibilité d'étendre les surfaces de café arabica (plus de terres disponibles dans les zones adéquates).

20. **La gestion administrative et financière** du PAPAC et la qualité du système de contrôle interne continuent à s'améliorer mais restent modérément satisfaisants. Les taux de réalisations financières sont en ligne avec les réalisations physiques et les prévisions du document de projet. La mission estime que les taux d'exécution du PTBA (physique et financiers) seront supérieurs à 80% des prévisions du PTBA.

## C. Produits et effets

### Développement des plantations familiales.

21. La composante A « Développement des plantations familiales » est mise en œuvre par les quatre coopératives appuyées par le PAPAC : la CECAB et la CECAQ (cacao biologique), la

CECAFEB (café biologique) et la CEPIBA (poivre biologique) avec chacune desquelles l'UGP a signé une Convention Triennale d'Appui (2015-2017) précisée annuellement par un Contrat Annuel d'Objectifs (CAO). Les CAO définissent également, pour chaque coopérative, un certain nombre d'actions/résultats rentrant dans le cadre de la composante B « Renforcement des Organisations de Producteurs (OP) » mises en œuvre par la coopérative et/ou par l'UGP. De même, le volet « Café *robusta* » de la troisième composante « Nouveaux domaines d'intervention » est mis en œuvre par la CECAFEB.

#### **CECAB.**

22. Le CAO 2016 a porté sur l'amélioration des plantations dans 18 associations de producteurs. **Les réalisations de la CECAB sont, à la date de la mission et compte tenu des calendriers culturels, tout à fait satisfaisantes, tant en termes de qualité que de quantité.** Les objectifs quantitatifs définis pour l'ensemble 2016 devraient ainsi être atteints au 31 décembre. La CECAB a (i) réalisé la totalité du programme de taille de production (300 hectares), (ii) la sélection, le marquage et le suivi de 220 cacaoyers « élites » utilisés pour produire les greffons (sur 400 prévus), (iii) la taille et greffage de régénération de 24 400 arbres improductifs (objectif de 35 000), (iv) la production de 55 000 plants greffés destinés à être plantés à partir d'octobre, (v) la production de 4 000 plants forestier (arbres d'ombrage) à planter à partir d'octobre, (vi) l'organisation de sessions d'échange d'expérience entre paysans (région côtière et zones d'altitude). En matière de replantation, les appuis du PAPAC à la CECAB en 2017 seront principalement tournés vers les quatre communautés (Pedra Maria, Agua Sampaio, Rio de Ouro Pequeno, Prado, comptant 242 producteurs) qui ont rejoint la CECAB à partir de 2016. La certification biologique et équitable de ces quatre nouvelles communautés est devenue effective à partir du 15 août 2016. La CECAB assumera, à partir de 2018, l'intégralité des coûts de réhabilitation/développement des plantations.

23. Au 30 septembre 2016, la CECAB a produit 600 tonnes de cacao sec, ce qui laisse à penser que l'objectif annuel de 1 100 tonnes sera atteint (1 020 tonnes réalisées en 2015 et 945 tonnes en 2014). Les premières exportations 2016 ont été réalisées au prix FOB moyen, hors primes « bio » et « équitable » de 2 860 Euros par tonne (2 705 Euros par tonne en 2015 et 2 490 Euros par tonne en 2014). La baisse des cours mondiaux a été partiellement répercutée à partir du mois d'août (2 645 Euros par tonne hors primes). La CECAB regroupe 38 associations comptant 2 142 membres dont 721 femmes.

#### **CECAQ 11**

24. La CECAQ 11 a été créée en 2009 (2005 pour la CECAB) et intervient dans une zone où (i) plusieurs acheteurs de cacao sont actifs, (ii) les densités de cacaoyers sont au départ plus faibles (plus de cultures associées, parcelles dégradées). **Même compte tenu de ces contraintes, les performances de la CECAQ-11 pour la réalisation du CAO 2016 ne sont pas totalement satisfaisantes.** Seulement 289 ha sur 400 ha prévus ont pu bénéficier d'appui à la taille de production et 200 ha sur 400 prévus d'appui au réglage de l'ombrage. Les travaux menés sur les surfaces traitées ont été plus « intensifs » et coûteux que prévu et la CECAQ n'a pas identifié cette dérive à temps. Les 75 000 plants de cacaoyers sélectionnés de type « amelonado » produits en 2015 ont été plantés. Des difficultés liées à la mise en place des pépinières ne permettront en 2016 que la production de 25 000 plants greffés (50 000 prévus). Le programme de taille et greffage de régénération de 35 000 cacaoyers anciens est en cours de réalisation. Le sulfate de cuivre nécessaire à la réalisation du programme de sulfatation sur 1 700 ha a été mis en place dans les communautés et les pulvérisations sont en cours. Une des quatre communautés ayant demandé son intégration à la coopérative n'a pas souhaité donner suite (Laura).

25. La production 2016 est actuellement de 151 tonnes ce qui devrait permettre d'atteindre l'objectif annuel de 300 tonnes (257 tonnes produites en 2015 et 223 tonnes en 2014). La première exportation a été réalisée au prix FOB de 3 185 Euros par tonne (y compris primes soit 2 885 €/t hors primes). La CECAQ 11 regroupe 19 associations comptant 1 156 membres dont 393 femmes.

## **CECAFEB**

26. La principale recommandation technique de la mission de supervision de septembre 2015 avait porté sur la définition et la mise en place d'une stratégie alternative en matière de pépinières et de plantation. Cette nouvelle stratégie doit permettre de disposer de plants matures en octobre (début de saison des pluies) alors que la stratégie utilisée depuis plusieurs années produisait des plants matures (7 mois de pépinière) quelques semaines avant le début de la grande saison sèche (juin à septembre et de plus en plus longue ces dernières années) ce qui conduisait à des taux de mortalité beaucoup trop importants (pouvant atteindre 40% et plus). La CECAFEB a donc tenté la conservation de semences issues de la récolte du quatrième trimestre 2015 et mis en place les pépinières à partir de mars 2016. Certains lots contaminés par des insectes ont dû être jetés mais la germination et le développement des graines ayant pu être conservées apparaît à ce stade normal et satisfaisant. La CECAFEB a également pu obtenir de petites quantités de semences « fraîches » issues de cueillettes « tardives résiduelles ». Il est encore trop tôt pour valider définitivement cette stratégie nouvelle mais toutes les étapes déjà parcourues se déroulent de façon satisfaisante. Dans la principale pépinière, la mission a pu vérifier le bon état des plants dont la mise en terre est prévue pour la période d'octobre à décembre 2016. La CECAFEB dispose ainsi actuellement sur ses trois pépinières pour la zone de Monte Café (São José) et celles Novo Destino et Poiso Alto de 71 000 plants de café *arabica* et de 10 000 plants de café *robusta*. La CECAFEB utilisera la même stratégie (plantation à partir d'octobre) pour les replantations 2017. Les 55 000 plants produits en 2015 ont, eux, été plantés à partir de mars 2016 et un premier bilan fait état d'une mortalité « acceptable » de l'ordre de 12 % (à confirmer un an après la plantation).

27. Le dispositif de piégeage des scolytes des baies du caféier (*Hypothenemus hampei*) sera étendu en 2016 sur 20 ha supplémentaires (600 pièges). En outre des pulvérisations d'insecticide validé internationalement en culture biologique (DiPel) seront réalisées en décembre sur 310 ha.

28. Jusqu'à septembre 2016, la CECAFEB a collecté 16,65 tonnes de cerises « arabica » et 8,28 tonnes de cerises « robusta » soit l'équivalent de 3,3 tonnes de café vert « arabica » et 1,7 tonnes de « robusta ». Une demi tonne supplémentaire d'arabica et une tonne de robusta sont attendues de la récolte de novembre. La collecte d'arabica sera donc d'un niveau très faible, comparable à celui de 2015 (3 272 kg de café arabica sec dont 3 tonnes ont été exportées) contre 14 tonnes en 2014. Par contre la collecte de robusta sera en progression par rapport à celle de 2015 (2,7 environ en 2016 contre 1,87t en 2015). La faiblesse de la collecte de la CECAFEB constatée en 2015 et 2016 par rapport à 2014 n'est pas seulement liée aux facteurs naturels (année 2014 très favorable, problèmes phytosanitaires). Le volume collecté par la CECAFEB dépend essentiellement de facteurs économiques. Le marché interne n'est pas encore saturé et les prix obtenus par les producteurs qui écoulent (directement ou via des intermédiaires) leur production sur ce marché sont nettement supérieurs à ceux envisageables à l'exportation et qui servent de base au prix au producteur pratiqué par la CECAFEB. Pour 2017 la CECAFEB prévoit d'accroître le prix au producteur (15 000 Dobras par kg de cerises contre 12 000 Dobras actuellement). Cette augmentation se traduira inévitablement par une réduction de la marge brute de la coopérative que ce soit sur les marchés d'exportation ou le marché national et donc par une plus grande difficulté à atteindre l'équilibre d'exploitation.

29. La conjonction de ces paramètres techniques et économiques pose la question de la viabilité et des perspectives de la coopérative. Elle rend également complexe la définition d'une stratégie d'entreprise optimisée. En outre la conception de cette stratégie ne peut être envisagée qu'en disposant d'outils permettant une analyse précise des informations techniques et comptables. Les exercices réalisés dans le cadre de la préparation des plans d'affaires vont dans ce sens et permettent de se poser les questions d'une façon plus pertinente mais ne sont pas encore capables d'éclairer la conception de réponses. En particulier, ils commencent seulement à fournir à la coopérative les bases nécessaires pour arbitrer entre ventes à l'exportation de café vert et ventes sur le marché national ou régional de produit fini (café

torréfié). L'assistance technique mise en place depuis août 2016 sur financement AFD appuiera tout particulièrement la CECAFEB.

30. Le partenariat avec le réseau « slow-food Italie » amorcé en septembre 2015 permet d'envisager une première exportation pilote de café robusta d'altitude (600 kg à une tonne) à un prix FOB de 4 €/kg. Pour une quantité limitée, les coûts de transport restent cependant très élevés (environ 2€/kg selon une première estimation). Les discussions sont en cours avec l'acheteur de café arabica (MALONGO) pour définir un prix pour une possible exportation de 3 tonnes de la production 2016.

#### **CEPIBA**

31. L'engouement des populations rurales pour entreprendre la culture du poivre se renforce d'année en année. La précédente mission de supervision avait recommandé que dès 2016 la CEPIBA puisse intégrer un nombre plus important de nouveaux producteurs (environ 65 au lieu des 50 prévus). Ce sont actuellement 77 nouveaux planteurs potentiels (50 % de femmes) dont 24 sur l'île de Principe qui ont entamé le processus leur permettant d'accéder aux appuis de la coopérative (ciblage, participation à la formation initiale, contribution, préparation de la parcelle). Les activités de replantation auront lieu au cours du dernier trimestre. Conformément au document de projet, la CEPIBA continue appuyer les femmes pour la réalisation des trous nécessaires à la plantation (9 750 trous prévus). **La mission recommande qu'en 2017, la CEPIBA puisse continuer à intégrer un nombre plus important de nouveaux producteurs (environ 60).**

32. La CEPIBA ne canalise pas l'intégralité de la production issue des actions de développement de la production appuyées par le PAPAFPA (les premières plantations « PAPAC » n'entreront en production que dans deux ans). Ces dernières années, des circuits de vente sur le marché local et d'exportation informelle ont absorbé une partie substantielle de cette production (estimée à au moins 2 tonnes de poivre sec). A partir de la récolte 2016 (début en juin) la CEPIBA a introduit une approche contractuelle avec l'ensemble des membres.

33. La collecte 2016 sera beaucoup plus importante que celle des années précédentes (8 tonnes d'équivalent poivre sec en 2015 et 10 tonnes en 2014). Fin septembre l'équivalent de 12 tonnes de poivre sec a été collecté et la récolte se poursuivra au moins jusqu'à la fin novembre, ce qui devrait permettre d'atteindre les 14 tonnes d'équivalent poivre sec. Outre des conditions climatiques plus favorables que celles de 2015, cet accroissement de la collecte est dû à la poursuite de l'entrée en production des plantations « PAPAFAPA » notamment dans l'île de Principe (1,9 T en 2015 et déjà 3.4 T en septembre 2016) mais aussi probablement à une certaine saturation des circuits informels et à la mise en place de l'approche contractuelle. Les expériences de production de poivre rouge ont été poursuivies et ont permis de définir un « process » permettant l'obtention d'un produit de très haute qualité. Le développement de cette production sera entrepris en 2017 ainsi que des expériences de diversification sur le séchage d'autres épices (curcuma et gingembre).

#### **Constats et recommandations transversaux.**

34. **La performance des coopératives relative à la mise en œuvre de la composante A est globalement très satisfaisante pour la CECAB, la CECAFEB et la CEPIBA et satisfaisante pour la CECAQ 11.**

35. Conformément aux recommandations de la mission précédente, toutes les coopératives ont mis en œuvre des actions de recyclage perfectionnement de leur personnel technique et notamment des « socios-tecnicos ». **La mission recommande que la CECAQ et la CEPIBA intègrent dans leur plan d'action 2017 un programme précis de formation de leur personnel technique sur les techniques mais aussi sur l'utilisation des outils de gestion développés en 2015-2016 et sur l'analyse des données produites par ceux-ci. La CECAFEB devra, avec l'appui de l'UGP, travailler à la réorganisation de son équipe technique.** Ce travail pourra notamment déboucher sur l'identification, la formation et l'équipement de nouveaux « socios tecnicos ».

**36.** Conformément à la recommandation de la mission précédente, les coopératives ont tenté d'appuyer la transition des parcelles entre les générations en appuyant les jeunes ménages qui accèdent ou sont sur le point d'accéder au rôle de chef d'exploitation à la place de leurs parents. **Il reste nécessaire d'approfondir cette démarche et de commencer à la mettre en œuvre de façon plus pro-active et plus « en amont ».** La mission recommande également que les coopératives et l'UGP se rapprochent des services du MADR pour faciliter la transition juridique du foncier.

**37.** Dans ces deux domaines au moins, la mission recommande que l'UGP appuie l'organisation d'échanges réguliers entre communautés et/ou équipes techniques de la CECAQ 11 et de la CECAB.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Continuer à intégrer un nombre de nouveaux planteurs de poivre (60 environ) plus important qu'initialement prévu	CEPIBA	2017
Intégrer un programme précis de formation du personnel technique dans le plan d'action	CEPIBA CECAFEB	2017
Réorganiser l'équipe technique	CECAFEF appui UGP	T4 2016
Anticiper les transmissions de parcelles entre générations et sensibiliser/former les potentiels « héritiers »	Chaque coopérative	2017
Faciliter la transmission juridique du foncier entre générations	Chaque coopérative	2017
Organiser des échanges inter coopératives	CECAQ 11 CECAB	207

### **Renforcement des Organisations de Producteurs (OP).**

38. La composante B : « Renforcement des OP » comprend les volets : (i) infrastructures, (ii) appui à la gestion et à l'organisation des OP, (iii) renforcement du cadre commun aux OP.

#### **Infrastructures.**

39. La « cellule infrastructures » créée au cours du PAPAFA a été reconduite dans le cadre du PAPAC. En 2016, elle rend des services d'appui à la maîtrise d'ouvrage pour les infrastructures réalisées sur financement FIDA (financements FIDA et GEF) et BafD (PRIASA 1). Une partie de ses coûts de fonctionnement et d'équipement sont financés dans le cadre du PRIASA. Le document de conception du PAPAC prévoit la poursuite de ce partenariat dans les années qui viennent, notamment lors de la mise en œuvre du PRIASA II ainsi que la possibilité, comme dans le passé, de l'élargir à d'autres programmes.

40. En 2016 la cellule infrastructures est intervenue sur les chantiers suivants sur financement PAPAC : (i) l'équipement en séchoirs (16), magasins (4) et bacs de fermentation (6x4) des quatre nouvelles communautés de la CECAB. Il aurait dû être achevé avant la fin septembre mais ne sera finalisé qu'en octobre alors que cette année la production du mois de septembre est plus importante qu'attendue, (ii) la réalisation de 18 séchoirs pour la CECAQ 11 qui a connu deux mois de retard mais sera finalisée avant la fin de l'année, (iii) la réhabilitation pour la CECAFEB d'un ancien hangar a permis de doter la coopérative d'un siège et d'un magasin sur le site de Monte Café, (iv) adduction d'eau de l'unité de Rio Lima et un séchoir solaire à Principe pour la CEPIBA, (v) 2 poulaillers et deux porcheries communautaires. Sur financement GEF, la cellule est intervenue sur (i) centre touristique de Nova Moca, (ii) toilettes communautaires à Malanza et (iii) réhabilitation du jardin botanique de Bom Sucesso (iv) centre de production de miel à Principe.

41. Sur financement PRIASA 1 (BafD) : la construction ou réhabilitation de 2 systèmes d'adduction d'eau d'irrigation, la construction de 10 petites unités de transformation.

#### **Appui à la gestion et à l'organisation des OP.**

42. Les activités prévues en matière de **conseil technico-économique** n'ont pas été initiées. L'UGP a rencontré des difficultés dans l'identification des partenaires nécessaires

compte tenu de la spécificité du dispositif envisagé. Ces partenaires devraient, en effet (i) disposer d'une expérience avérée sur les cultures pérennes (les méthodes sont très différentes de celles adaptées au maraichage ou aux cultures annuelles), (ii) avoir développé des systèmes de conseil intégrés à des coopératives ou des structures ayant des impératifs de viabilité économique et (iii) s'appuyer sur des agents de base du type « membres-paysans » (ou paysans relais ou moniteurs endogènes, etc.). Il a été convenu que cette recherche de partenaires se poursuivrait avec l'appui de l'assistance technique mise en place sur financement AFD à partir du mois d'août 2016.

**43.** A partir de 2014, une démarche a été entreprise pour appuyer chaque coopérative dans la **conception et production d'un plan d'affaires à moyen terme**. La mise à jour annuelle de ces plans d'affaires par chaque coopérative permet notamment à celle-ci d'identifier les appuis à solliciter auprès du PAPAC et de les traduire en Contrats Annuels d'Objectifs qui sont ensuite intégrés par l'UGP au PTBA du Projet. Un appui dans ce sens a été fourni aux coopératives lors de la mission de suivi (février 2016) et de la précédente mission de supervision (avril 2016). Avec quelques difficultés et avec un appui important de l'UGP, les coopératives ont réussi à suivre le calendrier de travail accordé en avril. Un travail préparatoire a été réalisé qui a permis à chaque coopérative de valider en assemblée générale les axes et les principaux états des plans d'affaires pour 2017 au cours du mois d'août. Les documents restent encore très imparfaits, notamment pour les parties narratives qui doivent servir de base, expliquer et justifier les évolutions et les choix traduits dans les prévisions techniques et financières quantifiées. Chaque coopérative dispose à ce stade d'états financiers prévisionnels pour 2016 et 2017 (plan d'investissement, compte de résultat et trésorerie). La CECAB a établi des états prévisionnels couvrant 2016 à 2021 et incorporant la poursuite sur ressources propres des investissements de réhabilitation et de développement des plantations. **La mission recommande que la CECAB intègre à son plan d'affaires une partie narrative présentant sa stratégie dans ce domaine (objectifs, moyens, méthode, organisation, etc.) et expliquant/justifiant sa capacité à prendre en charge ces investissements.** La CECAQ, CECAFEB et CEPIBA ont soumis des états prévisionnels pour 2016 et 2017 qui ont été vérifiés. Certains aspects restent encore à revoir et améliorer. **La mission recommande que les plans d'affaires (comportant aussi la partie narrative et suivant le plan type mis à la disposition des coopératives) soient finalisés et transmis à l'UGP avant la fin du mois d'octobre 2016. Chaque coopérative devra, dès la clôture de l'exercice 2016, introduire les données réelles de l'année dans les états financiers des plans d'affaires.**

**44.** En vue de l'examen à mi-parcours du PAPAC et du renouvellement des conventions triennales pour la période 2018-2020, les coopératives qui souhaitent continuer à bénéficier d'un appui du PAPAC sur cette période, devront entreprendre au cours du premier trimestre 2017 la préparation d'un plan d'affaires sur trois ans (2018-2020). Elles devront présenter à la prochaine mission de supervision prévue en avril 2017 (i) les parties narratives présentant leurs stratégies techniques, commerciales et de développement/investissement ainsi que (ii) une ébauche des états financiers prévisionnels sur la période. Ces éléments devront ensuite être finalisés et validés par chaque coopérative en AG avant la fin du mois d'août 2017 afin de permettre la négociation avec l'UGP des conventions triennales et des CAO 2018 et leur présentation à la mission de supervision et/ou de revue à mi-parcours prévue en septembre 2017.

**45.** La CECAFEB devra en outre réaliser en octobre et novembre 2016, avec l'appui de l'UGP, un travail spécifique lui permettant d'estimer de façon précise la marge sur coûts variables qu'elle peut dégager dans les conditions actuelles sur chacun des produits suivants : (i) café vert arabica exporté, (ii) café vert robusta exporté, (iii) café torréfié conditionné en emballages de « semi-gros » et vendu sur le marché local, (iv) café torréfié vendu en grains en emballages de 250 ou 500 grammes sur le marché national (et à l'export si les échantillons actuellement soumis rencontrent des acheteurs potentiels) (v) café moulu vendu en emballages de 250 ou 500 g (local et éventuellement export).

46. L'achèvement du financement GEF a permis l'affectation à temps plein à partir du mois de juin 2016 de l'agro-informaticien de l'UGP sur les activités du PAPAC (développement et mise en place d'outils de gestion pour les coopératives et suivi-évaluation au sein de l'UGP). **Les outils de gestion opérationnelle informatisés** suivants ont été développés et mis en place au sein de la CEPIBA : (i) fichier des membres, (ii) suivi des flux physiques, (iii) suivi des appuis (iv) contrôle interne destiné à faciliter la certification « bio ». La saisie des informations courantes est réalisée et la « récupération » des années précédentes a été entreprise. La CECAB a sollicité l'appui de l'agro informaticien pour former ses techniciens et « socios tecnicos » à l'utilisation de bases de données pour le suivi des flux physiques. Une collaboration est prévue entre l'agro informaticien et le développeur de la base de données de la CECAQ. Elle n'a pu avoir lieu en raison de problèmes de santé au niveau de ce dernier (originaire de São Tomé mais établi au Cap-Vert). Le travail avec la CECAFEB a seulement été amorcé sur le fichier des membres. Parallèlement à l'introduction de TOMPRO au sein des coopératives, un outil permettant le suivi des activités et le suivi budgétaire a été mis en place.

47. Trois des quatre coopératives (CECAQ 11, CECAFEB et CEPIBA) ont reçu un appui financier à leur fonctionnement. La CECAB est autonome depuis 2012. Conformément aux documents de projet, ces appuis financiers couvrent partiellement ou totalement des postes tels que des salaires (personnel de direction et personnel technique, coûts de certification « bio » ou « fair trade », coûts de fonctionnement). En 2017, la CECAQ 11 assumera l'ensemble de ses coûts de fonctionnement et seules la CEPIBA et la CECAFEB continueront à devoir compter sur ce type d'appui. **Ce budget sera défini entre chacune de ces deux coopératives et l'UGP sur la base des besoins non couverts par les ressources propres de la coopérative estimé sur la base des prévisions du plan d'affaires.** Si nécessaire, cette estimation pourra être revue en cours d'année 2017 (sur la base notamment des données réelles de 2016).

48. La cellule administrative et financière de l'UGP réalise sur une base mensuelle des **visites d'appui** aux coopératives. Un premier **audit de l'ensemble des comptes** de chaque coopérative a été réalisé en 2016 sur la base de l'exercice 2015. L'auditeur a remis les rapports provisoires pendant la mission (le 6 octobre). **Cet exercice devra être renouvelé au cours du second trimestre 2017 pour l'exercice 2016.**

49. L'UGP a pris l'initiative d'animer avec chaque coopérative des exercices de type « **team building** ». **La mission recommande que certaines recommandations issues de ces exercices soient progressivement intégrées aux plans d'affaires.**

#### **Renforcement du cadre commun aux OP.**

50. Suite au décès soudain en début 2016, de M. Filipe Trinidad (RAF, PAPAFA et PAPAC), un concours a été organisé pour son remplacement et le responsable des achats de l'UGP a été sélectionné pour occuper la fonction de RAF. Il a cependant pu poursuivre son appui aux coopératives pour **l'acquisition d'équipements et de matériel** (2 tracteurs, xx motos, petit matériel, etc.).

51. Du fait de la crise que traverse l'Angola et des obstacles administratifs existant pour le rapatriement à São Tomé du produit des ventes, la **prospection du marché** de détail angolais (CECAQ 11 et CEPIBA) a été suspendue. Le partenariat initié entre le réseau « slow-food Italie » et la CECAFEB sur le café robusta a permis le déplacement à l'exposition « Terra Madre » de Turin du gestionnaire de la CECAFEB qui pourrait déboucher sur une première exportation pilote de café vert robusta en Italie. Des échantillons de café robusta vert ont été envoyés pour évaluation au Coffee Quality Institute aux Etats-Unis. Des échantillons de café torréfié ont également été fournis à Hom&Ter qui achète le poivre de la CEPIBA. La participation de la CECAFEB à la BioFar de Nuremberg en 2017 est en cours de préparation. Les trois autres coopératives (CECAB, CECAQ 11 et CEPIBA) disposent de débouchés garantis sur le moyen terme par leurs acheteurs actuels.

52. La progression du processus de mise en place d'une **IGP** est conditionné à l'examen par l'Assemblée Nationale d'une mouture révisée du projet de loi. La version révisée a été produite mais aucune date pour son réexamen n'a encore été fixée.

53. La CECAB a réalisé un voyage d'étude en juillet en Equateur. Le partenaire commercial de la CECAB (KAOKA) a pris en charge une partie des coûts de ce voyage. La CECAFEB recherche actuellement des contacts pour réaliser un voyage d'étude sur l'île de la Réunion qui développe une logique similaire de relance de la production de café de qualité. La CEPIBA prépare un voyage à Madagascar (départ le 12 octobre 2016).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Intégrer au plan d'affaires une partie narrative présentant la stratégie de prise en charge par la coopérative à partir de 2018 des actions de réhabilitation et de développement des plantations	CECAB	2017
Finaliser les plans d'affaires en suivant le canevas mis à disposition et les transmettre à l'UGP	Chaque coopérative	Octobre 2016
Introduire les données réelles de l'année 2016 dans les états financiers des plans d'affaires.	Chaque coopérative	T1 2017
Entreprendre la préparation d'un plan d'affaires sur trois ans (2018-2020) et présenter les grandes lignes à la mission de supervision.	Chaque coopérative	T1 2017
Finaliser et valider en AG les PAs	Chaque coopérative	Août 2017
Soumettre les versions validées à la mission d'examen à mi-parcours	Chaque coopérative	Septembre 2017
Utiliser les PA pour définir le montant des appuis au fonctionnement des coopératives	CECAFEB CEPIBA UGP	T4 2016
Réaliser l'audit 2016 des coopératives	Chaque coopérative et UGP	T1 2016
Intégrer les résultats du « team building » dans les PA	Chaque coopérative	2017

### Nouveaux domaines d'intervention.

54. Cette composante C comprend des volets de (i) micro-irrigation (ii) viande porcine de qualité, (ii) viande de volaille de qualité et (iv) café robusta.

#### *Micro-irrigation.*

55. En 2015, « avant projet », un seul agriculteur de São Tomé e Príncipe utilise les techniques de micro-irrigation. L'objectif du volet est de tester des matériels en situation réelle et de favoriser l'appropriation progressive de ces techniques par les différents types d'agriculteurs (maraichage, poivre, fruitiers, etc.) en vue du développement des infrastructures d'irrigation prévues sur financement BAD et peut être UE et de la valorisation des infrastructures existantes.

56. La parcelle de démonstration prévue dans le projet (500 m²) a été mise en place au premier trimestre 2016 avec un éventail le plus vaste possible de systèmes et de cultures. Les premiers cycles d'essai ont eu lieu au cours de la saison sèche 2016 (mai/juin à septembre) avec des résultats très satisfaisants. Les recherches doivent être poursuivies pour trouver les meilleures solutions de filtration. Le responsable du volet a établi des contacts avec 4 fournisseurs nationaux et 19 fournisseurs extérieurs. L'équipe de l'UGP a également pris l'initiative d'appuyer un agriculteur pour la réhabilitation d'un « béliet hydraulique » ancien (1950 ?). Cette technique qui permet de récupérer l'énergie d'une chute d'eau de 2 à 3 m pour propulser une partie de cette eau à plus de 20 m de hauteur est particulièrement pertinente dans le contexte hydrographique et de relief du pays. L'équipe de l'UGP a également pris l'initiative de construire avec les matériels disponibles sur le marché local un premier **prototype** de « mini-béliet » (coût inférieur à 100 Euros) dont les tests ont débuté et ont permis de vérifier la fonctionnalité.

#### *Viande porcine de qualité.*

57. La construction d'une des porcheries communautaires est achevée et un premier lot de 60 porcelets a été mis en place. Il devrait être commercialisé en décembre 2016. Il sera alors



possible de tirer les premiers enseignements. La construction de la seconde porcherie communautaire est en cours d'achèvement et le premier lot de porcelets devrait être mis en place au cours du dernier trimestre. L'implication du partenaire privé chargé de la mise en œuvre (CONSTROPEC) qui semblait limitée et fragile lors de la dernière mission de supervision est maintenant tout à fait satisfaisante.

#### **Volaille de qualité.**

**58.** Un cinquième cycle de production est actuellement en cours dans le premier poulailler communautaire construit au cours du dernier trimestre 2015 (Vila Braga). L'analyse des comptes des trois premiers cycles a permis de vérifier la viabilité technique et économique globale du modèle (les données du quatrième cycle ne sont pas encore disponibles). Cependant, l'entreprise AVIMEX n'avait pas intégré dans ses coûts ceux du transport entre son centre et la communauté (poussins, poulets, aliment, visites de suivi) ce qui conduisait à une marge négative pour l'entreprise. Un rééquilibrage du partage de la marge entre l'entreprise et la communauté sera donc nécessaire. En incluant ces coûts de transport dans la part supportée par la communauté, la marge totale (Communauté + Avimex) sur chaque lot de 500 poulets serait estimée en moyenne à 11 millions de Dobras (soit environ 450 €) dont un peu plus de 75% reviendrait à la communauté (soit 25% pour Avimex). **La mission recommande que l'UGP appuie sur cette base la révision de l'accord entre Vila Braga et Avimex et que la même répartition des coûts soit utilisée dès le début pour la communauté de Plancas II dont le poulailler est en cours d'achèvement.**

#### **Café robusta.**

**59.** Ce volet a été initié sur financement GEF dans les zones humides (3 à 4 m par an de précipitations) de Santa Catarina et Colonia Açoreana. Son but est de créer pour les populations de ces zones humides des possibilités d'accès à des opportunités économiques nouvelles sachant que les autres activités du projet ne sont pas « faisables » dans ce type de zone (sauf élevage porcin). Après l'achèvement du financement GEF cette activité est reprise sur financement FIDA à partir du second semestre 2016. Elle est mise en œuvre par la CECAFEB. Les réalisations n'ont au second semestre porté que sur la plantation des 40 000 plants produits sur financement GEF. Le potentiel de production existe (terres, paysans intéressés, matériel génétique local adapté). Il reste cependant nécessaire de vérifier l'existence d'opportunités de marché avant d'entreprendre une stratégie de développement plus ambitieuse. Des quantités limitées peuvent être absorbées par le marché national mais son étroitesse rendent nécessaire l'exportation. La qualité du produit serait susceptible d'intéresser des acheteurs étrangers mais la viabilité économique de l'opération n'est pas à ce stade encore avérée (voir ci-dessus).

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Rééquilibrer le partage des marges dans le modèle volaille	AVIMEX UGP	2016

## **D. État d'avancement de l'exécution du projet**

### **Développement des plantations familiales**

**60.** Les conventions triennales entre l'UGP et les coopératives ont été signées en juillet 2015. Pour des questions de forme, notamment le respect des nomenclatures budgétaires du projet, les Contrats Annuels d'Objectif 2016 ont été approuvés en deux phases (provisoire en février et définitive en avril). Comme recommandé par les missions précédentes, les premières ébauches des CAO 2017 ont été discutées lors de la mission. Cela devrait permettre leur finalisation dans les semaines qui viennent et l'approbation du PTBA 2017 par le FIDA avant la fin 2016. **L'état d'avancement actuel de la mise en œuvre physique et financière des CAO 2016 est globalement très satisfaisant.**

**61.** La mission attire l'attention de l'ensemble des acteurs du projet sur le fait que pour la période 2018-2020 de nouvelles conventions triennales devront être accordées entre le projet et

les coopératives qui souhaitent continuer à bénéficier de son appui et que cet exercice sera couplé avec la revue à mi-parcours du Projet. Les premières orientations et ébauches de stratégies devront pouvoir être discutées lors de la prochaine mission de supervision prévue en avril 2017. Comme en 2016, les coopératives devront ensuite mettre à jour leur plan d'affaires, le faire valider par leurs organes avant la fin août 2017 et préparer avec l'UGP les documents des conventions 2018-2020 et des CAO 2018.

### **Consolidation des OP**

62. Par rapport à la mission de supervision d'avril 2016, la mise en œuvre globale de la composante s'est améliorée et est satisfaisante pour l'ensemble des volets sauf celui de conseil technico-économique (voir ci-dessous).

### **Conseil technico économique**

63. Il s'agit d'une activité complexe mais qui répond à une demande des coopératives et dont le besoin se fera de plus en plus sentir au fur et à mesure que le niveau de compétence des planteurs et des coopératives progresse. **La mission recommande que l'UGP, avec l'appui de l'assistance technique financée par l'AFD face de ce volet un axe de travail prioritaire pour la fin 2016 et l'année 2017.**

### **Plans d'affaires.**

64. **Des progrès importants ont été réalisés en 2016 dans la mise en place de cet outil.** Le travail réalisé, avec l'appui des missions du FIDA, sur les états comptables et financiers réels (2015) et prévisionnels (2016 et 2017), permet de disposer d'informations quantifiées essentielles. Les rapports d'audit externe 2015 des coopératives vont permettre d'améliorer encore la fiabilité et la précision de ces informations. Il est essentiel que les coopératives continuent, au fur et à mesure à actualiser ces données et à mettre à jour les plans d'affaires. Le défi pour 2017 et les années qui suivent sera de faire jouer à ces plans d'affaires leur rôle d'aide à la décision stratégique pour la coopérative et à la négociation dans les relations de cette dernière avec ses différents partenaires (dont membres, acheteurs, projet).

65. La fin de l'année 2016 devrait permettre à chaque coopérative, à partir des données du plan d'affaires de mener des réflexions sur (i) la maîtrise des coûts pour chacun des principaux centres de coûts (notamment, appui technique, transformation, et direction/administration) et (ii) calcul des coûts de production et marges nettes pour les différents produits et/ou alternatives commerciales. Le premier trimestre 2017 devrait être utilisé, par les coopératives, pour à partir des « briques » ci-dessus commencer à construire les ébauches de stratégies et identifier les appuis/partenariats à rechercher (auprès du PAPAC ou d'autres partenaires). **L'UGP devra animer ce processus et fournir aux coopératives les appuis nécessaires.**

### **Outils de gestion opérationnelle**

66. Le bon travail réalisé par l'agro-informaticien au cours du second semestre 2016 devra être poursuivi. Il devra continuer ses appuis en matière de développement d'outils « ad hoc », garantir l'effectivité et la qualité de la saisie des données par le personnel des coopératives ainsi que l'organisation des données. Il devra également doter chaque coopérative d'instruments de suivi en temps réel de paramètres clé (états et/ou graphiques de suivi des flux physiques par exemple) et d'analyse « historique » par agriculteur et par communauté.

### **Appui institutionnel aux coopératives**

67. Cet appui a été en 2016 nécessaire au fonctionnement de trois coopératives. Pour les deux coopératives qui continueront de bénéficier d'un appui au fonctionnement en 2017 (CEPIBA et CECAFEB), le niveau d'appui du projet sera établi de façon prévisionnelle dans le CAO. Il devra être ajusté en cours d'année pour tenir compte des besoins réels de chaque coopérative. L'objectif étant de permettre à chaque coopérative de fonctionner tout en limitant au maximum le montant de ce type d'appui.

68. La mise au point des plans d'affaires devrait permettre de commencer à définir le profil de réduction de la contribution du PAPAC à ce poste pour chaque coopérative.

#### **Recherche de marchés**

69. CEPIBA, CECAB et CECAQ 11 disposent déjà de débouchés assurés sur le moyen long terme. Ce n'est pas le cas de la CECAFEB que ce soit pour le café robusta ou l'arabica. **En 2016, les contacts avec Coffee Quality Institute devront être poursuivis ainsi qu'avec le réseau « slow food ». Le projet pourra si nécessaire prendre en charge une part des coûts de transport de l'exportation pilote envisagée de café robusta. Le projet (AFD ou FIDA ?) devra également aider la CECAFEB à retrouver une certification du type « commerce équitable » y compris en prenant en charge une part des coûts. En 2017 ces pistes de travail devront être approfondies et le projet devra continuer à appuyer la CECAFEB dans sa recherche de marchés et de partenaires (marché local et exportation, café vert et produits « finis »).**

70. Le processus de création de l'IGP est suspendu au réexamen de la loi par l'Assemblée Nationale et son approbation par cette instance. **La mission attire l'attention du Gouvernement sur cet aspect afin qu'il intervienne auprès de l'AN pour que le réexamen du texte et son adoption interviennent le plus rapidement possible.**

71. Le PAPAC prévoit de donner la possibilité aux coopératives de réaliser des voyages d'étude en dehors du pays. Seules la CECAB et la CEPIBA réaliseront de tels voyages en 2016. **Il est nécessaire que l'UGP appuie la CECAQ 11 et la CECAFEB à organiser ce type de voyage.**

#### **Nouveaux domaines d'intervention**

##### **Micro-irrigation**

72. **L'avancement du volet est tout à fait satisfaisant.** Les actions sont pertinentes, bien menées et, ce qui est essentiel dans cette phase de recherche/action, bien documentées. Le responsable du volet fait preuve de dynamisme et d'initiative. Il peut compter avec l'appui de ses collègues de l'UGP notamment le responsable technique et l'agro-informaticien qui mettent à sa disposition leurs connaissances et leurs idées. Les missions d'appui d'une (deux semaines en mars et une semaine en septembre + un soutien léger « à distance ») lui ont fourni un appui essentiel. **La mission recommande qu'en 2017 cet appui technique soit poursuivi (une mission de deux semaines en mai 2017 pour appuyer la mise en place des essais pour la saison sèche juin à septembre 2017 et une semaine au moins en septembre qui pourrait coïncider avec l'examen à mi-parcours du projet ou le précéder).** L'UGP a pris l'initiative de renforcer l'équipe du volet par l'intégration d'un jeune étudiant qui réalisera son mémoire de licence sur la base des essais menés dans la parcelle de démonstration et en milieu paysan. Il est actuellement pris en charge sur le poste budgétaire prévu pour le jardinier chargé de la parcelle de démonstration. **Si sa bonne performance se confirme au cours du dernier trimestre 2016, sa prise en charge sur 2017 comme technicien « junior » pourrait être envisagée.** Pour la période 2018-2020 la stratégie du volet sera redéfinie au cours de l'examen à mi-parcours du projet.

##### **Partenariat avec CONSTROPEC (viande porcine)**

73. **La mise en œuvre du volet est maintenant satisfaisante.** L'implication du partenaire privé qui semblait faible lors de la mission d'avril a maintenant pu être vérifiée. Les premiers éléments de bilan seront disponibles pour la revue à mi-parcours.

##### **Partenariat avec AVIMEX (volaille)**

74. **L'état d'avancement du volet est très satisfaisant.**

## Coordination et gestion du projet

### Coordination

75. Les réunions du Comité de Pilotage se sont tenues le 20 avril 2015, le 17 juillet 2015, le 20 novembre 2015 (validation PTBA 2016) et les 16 et 17 juin 2016. Cette dernière réunion a été étalée sur deux jours afin de permettre aux membres du CP de visiter les réalisations du PAPAC (2 à 3 communautés par coopérative, parcelle de démonstration de micro-irrigation et élevage de volaille). Un représentant du Gouvernement de la Région Autonome de Príncipe participe à tous les comités de pilotage.

76. L'UGP est fonctionnelle. La réorganisation recommandée par la mission de supervision du mois d'avril a été mise en œuvre. Le responsable technique supervise et anime l'ensemble des composantes techniques. Le RAF décédé brutalement en mars 2016 a été remplacé à partir de juillet. A l'issue du processus de sélection le poste a été attribué à l'agent qui assurait les fonctions de comptable chargé plus spécialement des passations de marché au sein de l'UGP. La nouvelle comptable a pris fonction en mai. Le poste de comptable et spécialiste des achats reste vacant. La fiche de poste sera revue et l'équipe comptable du PAPAC complétée par le transfert de la comptable recruté par concours dans le cadre du GEF dès la clôture de ce financement (6 décembre 2016). Conformément à ce qui était prévu, le parc de véhicules a été complété et renouvelé.

### Suivi évaluation

77. Les informations et documents nécessaires au FIDA sont produits avec une qualité et dans des délais satisfaisants. Dès le dernier trimestre 2016 la cellule devra commencer à préparer la collecte des informations qui seront nécessaires à la réalisation de l'examen à mi-parcours du projet prévu pour septembre 2017 en suivant les procédures et méthodes définies par le FIDA. En particulier, il sera essentiel de pouvoir illustrer, démontrer et quantifier l'impact des techniques de réhabilitation/développement des plantations appuyées dès le PAPAFA et poursuivies lors du PAPAC. **La mission recommande en particulier à la cellule de S&E avec les coopératives de réaliser (i) des études de cas descriptives et explicatives à l'échelle planteur et à l'échelle communauté qui permettent de mettre en relation les techniques appliquées avec leur impact sur l'évolution de la production, (ii) des analyses statistiques plus agrégées par communauté et par coopérative (corrélation entre quantités de techniques appliquées et évolution de la production).**

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Lancer la mise en œuvre du volet d'appui-conseil technico-économique	UGP	2016
Appuyer les coopératives dans le calcul des marges nettes unitaires sur leurs différents produits envisagés	UGP	T4 2016
Poursuivre le développement et la mise en place des outils de gestion	Agro informaticien et coopératives	2016 et 2017
Poursuivre les contacts avec le Coffee Quality Institute	CECAFEB UGP	2016
Réaliser une exportation pilote de robusta	CECAFEB Slow Food	2016
Réobtenir une certification « commerce équitable »	CECAFEB	2016
Poursuivre l'appui à la recherche de nouveaux marchés	CECAFEB Gouvernement, Assemblée	2017
Agiliser le processus de création d'une IGP	Nationale	2016
Réaliser un voyage d'étude à l'extérieur du pays	CECAQ 11 CECAFEB	2017
Poursuivre l'AT ponctuelle au volet irrigation	UGP	2017
Intégrer l'étudiant comme technicien junior	UGP	2017
Préparer la revue à mi-parcours	S&E UGP et Coopératives	2016 et 2017

## E. Aspects fiduciaires

78. **La gestion administrative et financière** du PAPAC et la qualité du système de contrôle interne sont modérément satisfaisants. Le projet a eu quelques difficultés de trésorerie en juin et juillet, suite à l'envoi tardif de la DRF N°6. Les états d'exécution budgétaire issus du logiciel ont

été préparés conformément aux recommandations de la mission précédente mais n'ont pas encore été suffisamment analysés et partagés au sein du PAPAC et avec les coopératives.

**Décaissements sur le premier don FIDA.** Au 31 août 2016, les décaissements sur le premier don s'élèvent à 1 816 167 Euros, soit un équivalent de 2 055 500 \$ EU. Le taux de décaissement avance initiale incluse est de **74,83%**. Par catégorie, les taux sont respectivement de **111%** pour la catégorie « Infrastructures rurales », **21%** pour la catégorie « Consultations », **27%** pour la catégorie « Equipements », **82%** pour la catégorie « Biens, services et intrants », **130%** pour la catégorie « Formation », **28%** pour la catégorie « Salaires », **125%** pour la catégorie « Coûts de Fonctionnement ». Les dépassements constatés s'expliquent par l'entrée en vigueur un peu tardive du second financement du FIDA. **En 2016, l'UGP préparera une proposition de réallocation en tenant compte de l'affectation globale des ressources des deux financements.**

79. **Don supplémentaire et financement total du FIDA.** Le don supplémentaire du FIDA a été signé le 21 avril pour un montant de 2 171 844 DTS, ce qui porte le financement total du FIDA à 4 121 844 DTS, qui correspond aux 6 millions \$EU prévus dans le COSTAB. Une avance initiale de 800 000 Euros a été versée en septembre. Cela porte le décaissement total du financement du FIDA à 2 100 148 DTS, soit un taux de **51%** avances initiales incluses.

80. **Décaissement sur les fonds de contrepartie.** Le taux de décaissement sur les fonds de contrepartie est de **8,81%**. A ce jour le gouvernement a versé en 2015 (i) un montant d'un milliard de STD en deux paiements de 500 millions chacun, (ii) en 2016, une inscription est faite dans le budget de l'Etat pour la contrepartie destinée à tous les projets mais le versement n'a pas encore été effectué. (iii) Le projet a également valorisé les droits et taxes exonérés sur l'acquisition des véhicules, pour 708 474 309 STD.

81. **Financement global du projet.** Par rapport au plan de financement global prévu de 9 854 000 \$EU, le taux de décaissement par rapport à toutes les ressources attendues sur les 6 ans du projet, y compris « gap » de financement est de **32%** au 31 août 2016. L'écart financier (« gap ») de 1 225 000 \$EU prévu dans le document de projet n'est pas encore financé.

82. **Gestion financière des coopératives.** La gestion financière des coopératives s'est améliorée. Les revues mensuelles des comptes sont effectuées par le Service Administratif et Financier du PAPAC. Le logiciel TOM2PRO a été installé au niveau des trois coopératives suivantes : CEPIBA, CECAQ 11 et CECAFEB, le paramétrage effectué et vérifié et les saisies sont en cours. . Pour la CECAB, l'installation a été faite mais l'exploitation n'a pas suivi du fait de problème technique sur l'ordinateur de la coopérative.

83. Les rapports provisoires de l'audit des comptes 2015 globaux des coopératives, fonds propres et financements extérieurs confondus n'ont été réceptionnés qu'en octobre, alors qu'ils devaient être livrés depuis le mois de juin. Le cabinet d'audit explique cette situation par une défaillance d'un de ses employés qui avait en charge ce dossier. **La mission recommande de relancer l'appel d'offres pour l'audit des comptes 2016. Les coopératives doivent procéder à la saisie du bilan d'ouverture 2016 sur la base des comptes 2015 audités. Elles devront également mettre en œuvre les recommandations de l'audit qui seront retenues dans le rapport final.**

84. **Exécution du PTBA 2016.** Le taux d'exécution financière globale du PTBA 2016 est au 31 août de 52%. Sur les fonds FIDA, il est de **60,04%**. Trois coopératives sur les quatre ont connu des difficultés de trésorerie en juillet et août, suite au déficit de trésorerie au niveau du PAPAC. En fin septembre, suite à la réception par le PAPAC de l'avance sur le don supplémentaire, **la mission a recommandé de solder les avances sur le premier don et de verser une nouvelle avance à ces trois coopératives : CEPIBA, CECAB et CECAQ 11.** Les coopératives projettent de réaliser la plupart des dépenses pendant la saison des pluies, en octobre et novembre. Toutes les coopératives prévoient un taux d'exécution de près de 100%. L'UGP doit suivre l'évolution des taux d'exécution physique et financière par quinzaine.

85. **Taux d'exécution cumulée par composante.** Le taux d'exécution financière cumulé du PAPAC, 2015 et 2016, estimé au 31 décembre 2016 sera de 45% sur les fonds FIDA. En analysant par composante devrait se situer au 31 décembre 2016 à : (i) 77 % pour la composante A, (ii) 37 % pour la composante B, (iii) 37 % pour la composante C et (iv) 39 % pour la composante D. Ces prévisions sont proches du profil de décaissement envisagé dans le COSTAB (concentration d'investissements en début de projet y compris acquisition des équipements et véhicules de l'UGP).

86. **Compte désigné du don FIDA.** Au 31/08/2016, la situation du compte désigné est indiquée ci-après. La DRF N° 6 a été payée en septembre, avec un recouvrement de l'avance initiale à hauteur de 50% de cette DRF du fait que le solde du compte du don était égal au double du montant de l'avance. **La DRF N° 7 doit être envoyée dans les plus brefs délais.**

**Etat de Reconstitution du Compte du Don du FIDA (Euro)**

Avance initiale versée par le FIDA	800 000,00
Montant recouvré par le FIDA	0
Solde avance initiale versée par le FIDA	<b>800 000,00</b>
Solde du compte désigné au 31/08/2016	16 073,60
Solde du compte d'opérations en STD au 31/08/2016	4 034,95
Solde caisse au 31/08/2016	501,85
DRF N°6 envoyée au FIDA mais non encore payée au 31/08/2016	464 384,50
	233 263,32
DRF N°7 en cours de préparation	
Dépenses de la catégorie Fonctionnement à demander DRF après réallocation	81 741,78
Total reconstitution :	<b>800 000,00</b>

87. **Niveau du compte spécial pour les années 2017 à 2019.** Il est essentiel pour la bonne marche du projet que l'UGP prépare et soumette au FIDA une proposition de plan de recouvrement des avances initiales sur chacun des deux dons (2016 pour don 1 et 2017 au plus tard pour don 2).

88. **Etats certifiés des dépenses.** La vérification des pièces pour les dépenses inférieures au seuil ECD de 50 000 \$EU, est satisfaisante. Aussi bien à l'UGP qu'au niveau des coopératives, les justificatifs sont globalement disponibles pour les opérations vérifiées et les documents sont bien classés. Les quelques exceptions relevées sont indiquées en annexe. **La recommandation générale est de joindre systématiquement le bon de livraison pour tout achat de fournitures signé par deux membres du PAPAC en dehors du SAF et de la direction.**

89. **Passation de marchés.** En 2016 sur un total de 42 procédures planifiées dans le Plan de Passation de Marchés du PAPAC (UGP), 25 ont été terminées, 2 sont en cours de livraison, 2 sont en cours de passation, 12 seront exécutées avant décembre et une pourra être reportée en 2017 : étude de marché pour la CEPIBA et la CECAFEB.

**Etat de Réalisation du PPM PAPAC 2016**

Types de marchés	Planifié	Terminé	Mise en œuvre		
			Livraison en cours	Procédures en cours	Pas démarré
Travaux	2	1	1		
	1	1			
Equipements	9	3			6
	2				
Formation&études	0	10	1	2	7
Assit. Technique	1	1	-	-	0

	4				
TOTAL	2	25	2	2	13

90. **Suivi des recommandations d'audit.** Toutes les recommandations ont été mises en œuvre, comme indiqué dans le tableau en annexe. **Pour l'audit des comptes 2016, le PAPAC pourra reconduire le même cabinet, aux mêmes conditions financières.**

91. **Suivi des recommandations de la dernière mission de supervision.** Toutes les recommandations ont été mises en œuvre, sauf celle concernant une meilleure analyse et exploitation des états d'exécution budgétaire.

92. **Clôture du GEF.** Le projet GEF étant sous sa coordination, il revient au PAPAC de s'assurer que les recommandations contenues dans le tableau qui suit et concernant le GEF soient prises en charge avant le 6 décembre 2016, date de clôture du projet GEF (ces recommandations sont issues de la mission d'appui à l'élaboration du rapport d'achèvement).

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Solder les avances sur le premier don et de verser une nouvelle avance à ces trois coopératives : CEPIBA, CECAB et CECAQ 11	RAF	Immédiat
Préparer une proposition de réallocation en tenant compte de l'affectation globale des ressources des deux financements FIDA.	RAF / Coordinatrice	Décembre 2016
Procéder à la saisie du bilan d'ouverture 2016 des coopératives, sur la base des comptes 2015 audités	RAF et coopératives	Novembre 2016
Envoyer la DRF N° 7	RAF / Coordinatrice	Immédiat
Joindre systématiquement le bon de livraison pour tout achat de fournitures signé par deux membres du PAPAC en dehors du SAF et de la direction	RAF	Continu
Améliorer l'analyse et la communication concernant les états d'exécution budgétaire et des grands livres analytiques	RAF / Coordinatrice	Continu par quinzaine
Soumettre au FIDA une proposition de plan de recouvrement des avances initiales sur chacun des deux dons	UGP RAF	2016 don 1 2017 don 2
Introduire les contributions des bénéficiaires et des autres partenaires dans le système comptable du PAPAC	UGP	Immédiat
Relancer l'appel d'offres pour l'audit des comptes 2016 des coopératives.		
Les coopératives doivent procéder à la saisie du bilan d'ouverture 2016 sur la base des comptes 2015 audités. Elles devront également mettre en œuvre les recommandations de l'audit qui seront retenues dans le rapport final.	Novembre – Décembre 2016	
Clôture projet GEF :		
Envoyer les DPD au FIDA pour les paiements restant à effectuer : 4 à 5 DPD d'un total d'environ 100 000 \$EU.	UGP	Oct.- Nov. (DPD consultants) 6 Décembre (audit)
Envoyer la dernière DRF de justification du solde de l'avance (10 677, 32 \$EU) et du reversement (27 915 \$EU) effectué par la coopérative CECAFEB, avec correction de l'imputation antérieure sur la catégorie III	UGP	30 Novembre 2016
Transférer au PAPAC les biens acquis sur le financement GEF (1véhicule, 1moto, matériel informatique et mobilier de bureau)		Au plus tard le 6 décembre 2016

## F. Durabilité

93. La CECAB, créée avec l'appui du PAPAFPA est économiquement viable (« durable ») depuis 2012. Les appuis du PAPAC à cette coopérative se limitent à des investissements qui lui ont permis d'intégrer de nouvelles communautés qui en avaient fait la demande. A partir de 2017, la CECAQ 11 accèdera elle aussi à ce niveau d'autonomie. Ces deux coopératives devraient être rejointes par la CEPIBA à partir de 2018. La CECAFEB intervient dans un contexte de marché beaucoup plus difficile et sur une superficie beaucoup plus limitée au moins pour le café arabica (il n'existe plus dans le pays de terres libres propres à cette culture). La contrainte foncière est moins forte pour le café robusta mais les perspectives de marché sont difficiles à identifier et sécuriser. Ces contraintes rendent incertaines les possibilités de viabilité de la coopérative. **L'examen à mi-parcours du projet sera l'occasion d'un réexamen de la stratégie du projet en matière de développement de la filière café.**
94. Tous les systèmes de production promus par le projet et mis en place par les coopérative sont des systèmes « durables » qu'il s'agisse de gestion des ressources naturelles, de la lutte contre l'érosion, de la réduction de la consommation des énergies fossiles. Les quatre coopératives sont certifiées « bio » et évoluent dans un contexte national où l'utilisation de pesticides par les autres producteurs agricole est nul (ou maîtrisé) ce qui réduit considérablement le risque de contamination « externe » des produits des coopératives.
95. La recherche/action amorcée dans le domaine de la micro-irrigation est axée sur la réduction de la consommation en eau, la suppression des risques de ravinement et d'érosion, l'affranchissement de la dépendance aux énergies électrique et fossile pour l'acheminement de l'eau et sa mise en pression (réseaux gravitaires, prototypes de béliers hydrauliques).

## G. Autres aspects

96. Le Gouvernement a donné l'assurance à la mission que le transfert des biens du PAPAFPA serait totalement finalisé dans les délais plus courts. Le FIDA rappelle au Gouvernement qu'en l'état actuel la clôture définitive du PAPAFPA ne peut être réalisée au sein du FIDA.

## H. Conclusion

97. Les réalisations et le niveau de mise en œuvre du PAPAC sont en 2016 globalement très satisfaisants. Seul le volet sur le conseil technico-économique reste à démarrer. Ce démarrage devrait intervenir en 2017 et être facilité par l'assistance technique mise en place à partir d'août 2016 sur financement AFD.
98. La prochaine mission de supervision est prévue en avril 2017 et l'examen à mi-parcours en septembre 2017. Ces deux exercices seront menés conjointement entre le FIDA et le Gouvernement qui devra désigner les personnes focales nécessaires au sein des ministères concernés et s'assurer de leur participation à ces deux exercices.



## Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

### 2Project 1687 - Smallholder Commercial Agriculture Project

#### Basic Facts

Country	Sao Tome and Principe	Project ID	1687 [1100001687]	Loan/DSF/Grant/ASAP FI No.	2000000840
Project	Smallholder Commercial Agriculture Project			Top-up Loan/DSF/Grant/ASAP FI No.	2000001546
Date of Update	07-October-2016				
Supervising Inst.	IFAD				
No. of Supervisions	3	No. of Implementation Support/Follow-up missions	1		
Last Supervision	19-Apr-2016	Last Implementation Support/Follow-up mission	23-Feb-2016		

USD million Disb. rate %

Approval	13-Sep-2014			Total financing	9.79	32
Agreement	29-Sep-2014	Effectiveness lag	0.5	IFAD Total	6.00	51
Entry into force	29-Sep-2014	PAR value	-----	IFAD loan	0.00	0
First disbursement	19-Dec-2014			DSF grant		
MTR		Last amendment		IFAD grant	6.00	51
Original completion	30-Sep-2020	Last audit	June 2016	ASAP grant	0.00	0
Current completion	30-Sep-2020			Domestic Total	1.90	
Current closing	31-Mar-2021			Beneficiaries	1.00	0
No. of extensions	0			National Govern	0.90	8.8
				External Cofinancing Total	1.89	
				ADF_FRA	0.70	12
				TBD	1.19	0

#### Project Performance Ratings

B.1 Fiduciary Aspects	Last	Current	B.2 Project implementation progress	Last	Current
1. Quality of financial management	3	4	1. Quality of project management	4	4
2. Acceptable disbursement rate	6	6	2. Performance of M&E	4	4
3. Counterpart funds	3	3	3. Coherence between AWPB & implementation	5	5
4. Compliance with financing covenants	4	4	4. Gender focus	5	5
5. Compliance with procurement	4	4	5. Poverty focus	5	5
6. Quality and timeliness of audits	4	5	6. Effectiveness of targeting approach	5	5
			7. Innovation and learning	4	4
			8. Climate and environment focus	5	4

B.3 Outputs and outcomes	Last	Current	B.4 Sustainability	Last	Current
1. Filière cacao conventionnel de qualité	5	5	1. Institution building (organizations, etc.)	5	5

2. Filière poivre/vanille	5	5	2. Empowerment	5	5
3. Filière cacao bio équitable	5	5	3. Quality of beneficiary participation	5	5
4. Filière café biologique	5	5	4. Responsiveness of service providers	5	5
5. Consolidation des OP	4	4	5. Exit strategy (readiness and quality)	4	4
6. Micro-irrigation	4	4	6. Potential for scaling up and replication	4	4
7. Elevage	4	4			

#### B.5 Justification of ratings

Le Gouvernement a fourni la contribution « initiale » prévue et une première contribution « régulière » en décembre 2015. Les contraintes sur le budget de l'Etat restent cependant toujours très fortes. Le MADR a assuré la mission qu'une contribution 2016 allait être versée rapidement. Il n'y a pas de divergence entre les actions inscrites au PTBA 2015 et celles effectivement mises en œuvre. La stratégie prévue en termes de genre a été mise en œuvre avec succès au niveau des coopératives. Elle permet aux femmes d'accéder aux opportunités économiques offertes par les appuis du PAPAC (ou de continuer à pouvoir en bénéficier). Les activités appuyées restent « auto-ciblantes » en termes de réduction de la pauvreté et l'inclusion des plus défavorisés est pratiquée de façon « volontaire » par tous les acteurs de mise en œuvre (et leurs partenaires privés). La mise en œuvre de la première composante, réalisée par les coopératives, est très satisfaisante. Des progrès significatifs ont été enregistrés pour la consolidation des OP. A l'exception du volet de conseil technico-économique toutes les activités prévues dans la composante B ont été lancées en 2016. Le volet micro-irrigation (mise en œuvre UGP) et les deux volets élevage (mis en œuvre par deux partenaires privés) ont démarré de façon satisfaisante. Le volet « café *robusta* » initié sur financement GEF est repris sur financement FIDA.

### Overall Assessment and Risk Profile

	Last	Current
C.1 Physical/financial assets	3	3
C.2 Food security	4	4
C.3 Quality of natural asset improvement and climate resilience	5	4
C.4 Overall implementation progress (Sections B1 and B2)	5	5

#### Rationale for implementation progress rating

L'affectation des biens fixes du PAPAFA au PAPAC et aux coopératives n'a pas encore été finalisé par le Gouvernement, ce malgré les engagements pris. Les revenus générés permettent aux bénéficiaires d'accéder aux biens alimentaires qu'ils ne peuvent eux-mêmes produire. Tous les systèmes de production soutenus sont certifiés « bio » et contribuent au maintien et à la régénération du couvert forestier. L'énergie solaire est très largement la principale source d'énergie utilisée dans les transformations des produits. Les techniques promues visent explicitement à améliorer la résilience aux aléas climatiques.

C.5 Likelihood of achieving the development objectives (section B3 and B4)	5	5
--	---	---

#### Rationale for development objectives rating

La progression de la production se poursuit conformément aux prévisions pour trois coopératives (cacao et poivre). La CECAFEB (café) misera à partir de 2017 en priorité sur le marché national et les produits finis. Les modes de mise en œuvre et partenaires choisis demeurent appropriés et efficaces.

#### C. Risks Short description of major risks for each section and their impact on achievement of development objectives and sustainability

Fiduciary aspects	Malgré le déséquilibre structurel des finances publiques, le Gouvernement a toujours considéré le PAPAFA et le PAPAC comme prioritaires, mais connaît chaque année des difficultés à fournir sa contribution. Le transfert des biens « utiles » du PAPAFA au PAPAC et/ou aux coopératives doit être formalisé.
Project implementation progress	Un retard dans la présentation au FIDA d'un PTBA 2017 approuvé par le Comité de Pilotage et acceptable par le Fonds se traduirait automatiquement par une réduction des réalisations et de l'impact du projet.
Outputs and outcomes	Le café arabica reste soumis à des infestations importantes d'insectes (existence de plantations abandonnées au voisinage des parcelles des bénéficiaires). Le développement du café <i>robusta</i> permet à la fois de faciliter la viabilité économique de la CECAFEB et d'ouvrir des possibilités de revenus pour des populations cibles non touchables par les autres activités. Il est cependant nécessaire au préalable de poursuivre les recherches pour identifier des opportunités de marché solides.
Sustainability	Les marges de manœuvre de la CECAFEB restent limitées dans un environnement de commerce international beaucoup moins favorable pour le café que pour le poivre et le cacao de qualité.

### Proposed Follow-up

Issue / Problem	Recommended Action	Timing	Status
Préparation PTBA 2017	Finalisation du PTBA	Novembre 2016	En cours
Transfert biens PAPAFA	Le MADR doit notifier formellement au FIDA la liste et l'affectation des biens créés par le PAPAFA	Immédiat	

#### Additional observations



## Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Note : Le cadre logique du PAPAC a été révisé lors la mission de suivi de 15 au 23 février 2016 en collaboration avec les Directeurs exécutifs des Coopératives et la cellule de S&E

Synthèse/Résultats	Indicateurs objectivement vérifiables (dont SYGRI*)	Moyens de vérification	Risques (mesures d'atténuation) et/ou hypothèses
<b>1. But/Objectif global</b>	<b>Désagregés par genre, chaque fois que possible</b>		
Contribuer à réduire la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire dans les zones cibles du projet, sur les deux îles de Sao Tome et Principe	<ul style="list-style-type: none"> <li>Incidence de pauvreté rurale baisse de 10% dans les communautés cibles*</li> <li>Réduction taux malnutrition des enfants &lt;5 ans* (Malnutrition chronique de 4 à 2%, aigue de 17,2 à 15,2%, insuffisance pondérale de 8,8 à 6,8%)</li> <li>Disette* réduite de 2,8 à 1,5 mois et ménages touchés de 19 à 10%</li> </ul>	Enquête d'impact par district <sup>3</sup> Enquêtes d'impact SYGRI, MICS, EBC, QUIBB, RGPH <sup>4</sup>	Instabilité politique <i>Capitalisation du dispositif institutionnel du PAPAFA et délégation de la maitrise d'ouvrage aux coopératives</i> <i>Capital social grandissant des populations cibles</i>
<b>2. Objectif de développement</b>			
Fournir aux ménages ruraux les plus vulnérables un accès durable à des revenus issus de la valorisation équitable de leurs productions végétales et animales sur des marchés de niche à l'exportation et sur le marché interne	<ul style="list-style-type: none"> <li>Augmentation du revenu moyen annuel issu des cultures d'exportation des producteurs (de 24 à 29 millions Dbs/an CECAB, de 10,8 à 21,6 CECAQ11, de 4,8 à 14,4 millions CECAFEB, de 14,7 à 60 millions CEPIBA),</li> <li>Augmentation du revenu moyen annuel des producteurs de porcs (de 24 à 32 millions), producteurs de volailles (de 24 à 31 millions)</li> <li>Augmentation du prix au producteur (de 65 à 75% du prix FOB à la CECAB, de 64 à 70% CECAQ11, de 60 à 65% CECAFEB, de 65 à 73 CEPIBA)</li> <li>4750 ménages (18 500 personnes, 50% femmes) ont bénéficié des services du projet (1650 ménages de jeunes et 1670 ménages dirigés par des femmes)</li> </ul>	Compte d'exploitation producteurs/coopérative Système comptable des coopératives d'exportation Statistiques douanières Contrat signé avec le partenaire commercial Enquêtes et études de cas	Pratique de stratégies "extensives" par des acteurs commerciaux Prix négociés avec les partenaires extérieurs très inférieurs/moins attractifs que ceux du marché local <i>Fidélisation des ménages/planteurs, qualité et stabilité des partenariats commerciaux des coopératives</i>

3 Voir Appendice 2 Tableau 1.

\* Indicateurs SYGRI

4 SYGRI: Système de gestion des résultats et de l'impact du FIDA, MICS: Multiple Indicator Cluster Survey, EBC: enquête budget consommation, QUIBB: Questionnaire unifié des indicateurs de base du bien-être, RGPH: Recensement général de la population et de l'habitat.

Effets et produits			
Composante A: Développement des plantations familiales			
<b>Effet A.1:</b> Les planteurs de Sao Tome et de Principe, anciens et nouveaux, se sont professionnalisés techniquement et économiquement	<ul style="list-style-type: none"> <li>4350 planteurs classés professionnels (60% catégorie A, 20% cat. B, 10% cat. C et 10% cat. D, par type de ménages)</li> </ul> <u>Durabilité probable après environ 3 ans:</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>100% des groupes de production agricole* (associations) sont opérationnelles</li> </ul> <u>Efficacité:</u> amélioration de la production agricole* <ul style="list-style-type: none"> <li>Augmentation de la production commercialisée (de 800 à 1700 T/an pour CECAB, de 250 à 500 T/an pour CECAQ11, de 14 à 60 T/an pour CECAFEB, de 8 à 35 T/an pour CEPIBA dont 30% à Principe)</li> <li>3480 producteurs (80%) ont augmenté leurs rendements</li> <li>3480 producteurs (80%) ont adopté au moins une technique recommandée</li> </ul>	Fichiers "membres", "production" et "vergers" des coopératives Enquêtes et études de cas Comptes d'exploitation planteurs et coopérative Plans d'affaires des coopératives	Aléas climatiques Appui à l'irrigation  Marginalisation ou exclusion des ménages les plus vulnérables Appuis spécifiques à ces types de ménages
<b>Produit A.1.1:</b> Les capacités de production des acteurs ruraux sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> <li>4350 personnes formées aux méthodes/ techniques de production agricole* (2400 CECAB, 1300 CECAQ11, 310 CECAFEB, 340 CEPIBA) &gt; 30% de femmes et 30% jeunes</li> <li>95 groupes de production créés/renforcés* (de 34 à 38 CECAB, de 18 à 22 CECAQ11, de 10 à 14 CECAFEB, de 19 à 21 CEPIBA), 4350 membres (&gt;30% femmes)*, 70% groupes ayant des femmes dans instances de décisions*</li> <li>2530 ha superficies réhabilitées: Cacao bio 1 000 ha, cacao de qualité 1 200 ha, café 320 ha, poivre 10 ha</li> <li>950 nouveaux planteurs appuyés: cacao bio 250, cacao de qualité 300, café 200, poivre 200, &gt;30% femmes et &gt;30% jeunes</li> </ul>	Conventions triennales, contrats annuels d'objectifs PAPAC-coopératives Fiches suivi/Rapports trimestriels d'activités des coopératives Rapports supervision cellule S&E de l'UGP Rapports supervision FIDA	

<b>Composante B: Consolidation des Organisations de Producteurs (OP)</b>			
<b>Effet B.1:</b> Les quatre coopératives et leurs associations (à Sao Tome comme à Principe) sont fortes institutionnellement et rentables financièrement, en relation durable et équitable avec des partenaires extérieurs	<u>Durabilité probable après environ 3 ans:</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>&gt;80% des installations de transformation et stockage sont fonctionnels*</li> <li>100% des groupes de commercialisation sont fonctionnels* avec une autosuffisance financière (point d'équilibre atteint)</li> </ul> <u>Efficacité:</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>4 350 producteurs bénéficient d'un plus large accès au marché* &gt;30% femmes et &gt;30% jeunes</li> </ul>	Contrat de partenariats signé avec d'autres bailleurs Compte d'exploitation et audit financier annuel des coopératives Enquêtes et études de cas	
<b>Produit B.1.1</b> Des infrastructures rurales productives sont construites, améliorant la qualité des produits transformés et facilitant leur commercialisation par les coopératives	<ul style="list-style-type: none"> <li>78 Installations de transformation (séchoirs) aménagés/remises en état* (16 CECAB, 48 CECAQ11, 8 CECAFEB, 6 CEPIBA)</li> <li>18 installations de stockage* (magasins et bacs fermentation) (4 CECAB, 6 CECAQ11, 6 CECAFEB, 2 CEPIBA)</li> <li>400 personnes formées à la gestion des infrastructures* (190 CECAB, 110 CECAQ11, 70 CECAFEB, 30 CEPIBA) dont &gt;30% femmes et 30% jeunes</li> </ul>	Rapports de la cellule infrastructures de l'UGP Rapports supervision cellule S&E de l'UGP Fiches suivi/Rapports trimestriels d'activités des coopératives Mission supervision FIDA	Coût équipe infrastructures trop élevé s'il n'est pas partagé avec d'autres bailleurs <i>Concentration des infrastructures "PAPAC" sur les 3 premières années</i>
<b>Produit B.1.2</b> Les coopératives sont opérationnelles; elles ont atteint leur point d'équilibre, un bon niveau de gouvernance et utilisent des outils de gestion/comptables performants	<ul style="list-style-type: none"> <li>4 groupes de commercialisation formés/consolidés* (CECAB, CECAQ11, CECAFEB, CEPIBA) 100% (4) avec des femmes dans les instances de décisions*</li> <li>4350 membres des groupes de commercialisation formés/consolidés* (2400 CECAB, 1300 CECAQ11, 310 CECAFEB, 340 CEPIBA) &gt;30% de femmes et 30% jeunes</li> <li>920 personnes formées aux affaires et entrepreneuriat* (gestion, comptabilité, commercialisation, plan d'affaires, gouvernance, etc.) (380 CECAB, 220 CECAQ11, 140 CECAFEB, 180 CEPIBA) dont &gt;30% de femmes et 30% jeunes</li> <li>7 plans d'affaires triennaux élaborés et actualisés à terme</li> <li>21 audits annuels réalisés par les coopératives et non qualifiés</li> </ul>	Rapports supervision cellule S&E et FIDA  Rapports d'activités UGP Plans d'affaires coopératives Fiches suivi/Rapport d'activités coopératives Rapports d'Audits coopératives	Chute des cours du cacao, café et/ou poivre sur le marché international <i>Valorisation des spécificités des produits certifiés de STP (bio, commerce équitable, label, etc.)</i> Ratio impact/coûts insuffisants du conseil technico-économique <i>Utilisation de ressources humaines des OP ou structure inter-coopératives, utilisation pédagogique plan d'affaires, support/accompagnement PAPAC</i>

<b>Produit B.1.3</b> Les coopératives s'enrichissent d'expériences de pairs internationaux pour accroître leurs capacités de négociation, commercialisation, mutualisation des achats, dans un cadre juridique national et international mieux défini et maîtrisé	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 voyages d'échanges internationaux entre OP de mêmes filières</li> <li>• 4 études de marché réalisées</li> <li>• Participation à 5 foires</li> <li>• 4 achats mutualisés</li> <li>• 40 personnes informées/formées sur les textes juridiques nationaux/internationaux (10/coop.)</li> <li>• Une étude de faisabilité pour l'établissement d'un cadre juridique des coopératives à STP réalisée</li> </ul>	Rapport d'activités et comptable des coopératives Rapports d'étude Nouveaux textes élaborés ou révisés	
--	---	--	--

### Composante C : Nouveaux types d'intervention

<b>Effet C.1:</b> Les ménages ruraux pauvres ont accès à des activités et des revenus diversifiés	<u>Efficacité:</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'infrastructure de production (Périmètre irrigué): 800 producteurs (80%) ont un accès garanti à l'eau*, &gt;30% femmes et &gt;30% jeunes</li> <li>• augmentation de la production animale commercialisée: 800 porcs et 12500 poulets de chair par an</li> </ul> <u>Durabilité probable après environ 3 ans:</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>• &gt;80% des infrastructures de production (Périmètre irrigué) sont opérationnels*</li> </ul>	Enquête et études de cas  Contrats de production signés entre producteurs et transformateurs privés  Cahiers de gestion des transformateurs privés	Demande insuffisante pour pérenniser le circuit d'importation de matériel de micro-irrigation <i>Partenariat avec coopératives/autres OP et projets de réhabilitation/création réseaux d'irrigation. Dès que faisable, recherche de nouveaux marchés pour les producteurs maîtrisant ces techniques (fleurs, épices, exportation de fruits ou légumes, etc.)</i>
<b>Produit C.1.1:</b> L'introduction de la micro-irrigation garantie un accès et une gestion rationnelle de l'eau pour une production agricole diversifiée	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 20 ha de superficie de périmètre de (micro)-irrigation aménagés ou réhabilités*</li> <li>• 1000 ménages équipés et formés en micro-irrigation</li> </ul>	Rapports UGP (techniciens élevage, micro-irrigation)  Mission Supervision cellule S&E et du FIDA	<i>Maladies phytosanitaires</i> <i>Suivi et vaccination des animaux distribués</i>
<b>Produit C.1.2:</b> Le petit élevage avicole et l'embouche porcine, en partenariat avec des producteurs-transformateurs privés locaux, constituent de nouvelles opportunités pour les ménages ruraux pauvres	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 personnes formées aux méthodes et techniques de production animale* (50 élevage de porcs + 50 aviculture) dont &gt;30 femmes et &gt;30 jeunes</li> </ul>	Comptabilité/Cahier de gestion des partenaires transformateurs	

## Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Qui	Date	État d'avancement
Exécution du projet	Finaliser l'affectation formelle des biens du PAPAFPA	MADR	Le plus tôt possible	En cours
	Obtenir l'approbation du PTBA 2017 dans les délais	Coord. PAPAC	Fin 2016	
	Lancer la mise en œuvre du volet d'appui-conseil technico-économique	UGP	2016	
	Appuyer les coopératives dans le calcul des marges nettes unitaires sur leurs différents produits envisagés	UGP	T4 2016	
	Poursuivre le développement et la mise en place des outils de gestion	Agro informaticien coopératives	2016 et 2017	
	Poursuivre les contacts avec le Coffee Quality Institute	CECAFEB UGP	2016	
	Réaliser une exportation pilote de robusta	CECAFEB Slow Food	2016	
	Réobtenir une certification « commerce équitable »	CECAFEB	2016	
	Poursuivre l'appui à la recherche de nouveaux marchés	CECAFEB	2017	
		Gouvernement, Assemblée Nationale	2016	
	Agiliser le processus de création d'une IGP		2016	
	Réaliser un voyage d'étude à l'extérieur du pays	CECAQ 11 CECAFEB	2017	
	Poursuivre l'AT ponctuelle au volet irrigation	UGP	2017	
	Intégrer l'étudiant comme technicien junior	UGP	2017	
		S&E UGP et Coopératives	2016 et 2017	
	Préparer la revue à mi-parcours		2016 et 2017	
	Constituer une équipe nationale pour la supervision d'avril 2017 et la revue à mi-parcours	Gouvernement	Octobre 2016	
Produits et effets	Continuer à intégrer un nombre de nouveaux planteurs de poivre (60 environ) plus important qu'initialement prévu	CEPIBA	2017	
	Intégrer un programme précis de formation du personnel technique dans le plan d'action	CEPIBA CECAFEB	2017	
		CECAFEB appui UGP	T4 2016	
	Réorganiser l'équipe technique			
	Anticiper les transmissions de parcelles entre générations et sensibiliser/former les potentiels « héritiers »	Chaque coopérative	2017	
	Faciliter la transmission juridique du foncier entre générations	Chaque coopérative	2017	
	Organiser des échanges inter coopératives	CECAQ 11 CECAB	207	



Aspects fiduciaires	Intégrer au plan d'affaires une partie narrative présentant la stratégie de prise en charge par la coopérative à partir de 2018 des actions de réhabilitation et de développement des plantations	CECAB	2017
	Finaliser les plans d'affaires en suivant le canevas mis à disposition et les transmettre à l'UGP	Chaque coopérative	Octobre 2016
	Introduire les données réelles de l'année 2016 dans les états financiers des plans d'affaires.	Chaque coopérative	T1 2017
	Entreprendre la préparation d'un plan d'affaires sur trois ans (2018-2020) et présenter les grandes lignes à la mission de supervision.	Chaque coopérative	T1 2017
	Finaliser et valider en AG les PAs	Chaque coopérative	Août 2017
	Soumettre les versions validées à la mission d'examen à mi-parcours	Chaque coopérative	Septembre 2017
	Utiliser les PA pour définir le montant des appuis au fonctionnement des coopératives	CECAFEB CEPIBA UGP	T4 2016
	Réaliser l'audit 2016 des coopératives	Chaque coopérative et UGP	T1 2016
	Intégrer les résultats du « team building » dans les PA	Chaque coopérative	2017
	Rééquilibrer le partage des marges dans le modèle volaille	AVIMEX UGP	2016
	Adopter une procédure pour un suivi régulier physique et financier, du PTBA	UGP	Immédiat
	Implanter TOM2PRO au sein des coopératives	UGP et coopératives	2016
	Mettre en œuvre la procédure recommandée de suivi/contrôle financier des coopératives par l'UGP	UGP et coopératives	Immédiat
	Revoir le montant du PTBA et le PPM pour les rendre plus « réalisables »	UGP	Immédiat
	Introduire les contributions des bénéficiaires et des autres partenaires dans le système comptable du PAPAC	UGP	Immédiat

## Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Nombre de Bénéficiaires		Résultats	Unité	2015	2016				Cumulatif		
				Réalisé	PATB	Réalisé	%		Cibles	Réalisé	%
		Ménages ayant bénéficié des services du projet	Nombre	3,863	4,106	3,986	97		4,750	3,986	84%
		Personnes ayant bénéficié des services du projet	Nombre	15,452	16,424	15,944	97		18,500	16,424	89%
			Homme	7,726	8,212	7,972	97		9,250	7,972	86%
			Femme	7,726	8,212	7,972	97		9,250	7,972	86%
Composantes	Sous-composante										
Composante A : Développement des Plantations familiales											
	Volet 1: CECAB	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Nombre	670	345	369	107		2,400	670	28%
			Homme	502	231	247	107		1,680	502	30%
			Femme	168	114	122	107		720	168	23%
		Groupes de production agricole et de bétail créés/consolidés	Nombre	34	4	4	100		38	34	89%
		Membres des groupes de production agricole et de bétail	Nombre	2,080	300	214	71		2,400	2,080	87%
			Homme	1,460	201	143	71		1,680	1,460	87%
			Femme	620	99	71	72		720	620	86%
		Groupes de production agricole et de bétail comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	9	0	0	0		27	9	33%
		Personnes formées dans les domaines de la postproduction, de la transformation et de la commercialisation	Nombre	690	345	369	107		720	690	96%
			Homme	514	231	247	107		504	761	151%
			Femme	176	114	122	107		216	298	138%

Nombre de Bénéficiaires		Résultats	Unité	2015	2016			Cumulatif			
				Réalis é	PATB	Réalis é	%	Cibles	Réalisé	%	
Composantes	Sous-composante										
Composante A : Développement des Plantations familiales											
	Volet 2: CECAQ11	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Nombr e	180	220	180	82	1,300	360	28%	
			Homme	142	130	120	92	850	262	31%	
			Femme	38	90	60	67	450	98	22%	
		Groupes de production agricole et de bétail créés/consolidés	Nombr e	18	20	19	95	22	19	86%	
			Membres des groupes de production agricole et de bétail	Nombr e	1,106	1,100	1,156	105	1,300	1,106	85%
				Homme	766	650	763	117	850	766	90%
		Femme		340	450	393	87	450	340	76%	
		Groupes de production agricole et de bétail comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombr e	18	20	19	95	15	19	127%	
			Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation	Nombr e	90	220	180	82	110	270	245%
				Homme	82	130	120	92	77	202	262%
		Femme		8	90	60	67	33	68	206%	
	Volet 3: CECAFEB	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Nombr e	85	208	100	48	310	85	27%	
			Homme	55	158	70	44	217	55	25%	
			Femme	30	50	30	60	93	30	32%	
		Groupes de production agricole et de bétail créés/consolidés	Nombr e	10	1	2	200	14	12	86%	
			Membres des groupes de production agricole et de bétail	Nombr e	420	416	416	100	310	420	135%
				Homme	253	298	298	100	217	253	117%

Volet 4: CEPIBA	Groupes de production agricole et de bétail comptant des femmes dans leurs instances de direction	Femme	167	118	118	100	93	167	180%
		Nombr e	9	1	2	200	10	11	110%
	Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation	Nombr e	32	20	40	200	93	72	77%
		Homme	17	5	35	700	65	52	80%
		Femme	15	15	30	200	28	45	161%
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Nombr e	87	290	272	94	340	272	80%
		Homme	55	191	185	97	221	185	84%
		Femme	32	99	87	88	119	87	73%
	Groupes de production agricole et de bétail créés/consolidés	Nombr e	19	20	19	95	21	19	90%
	Membres des groupes de production agricole et de bétail	Nombr e	238	290	272	94	340	238	70%
		Homme	166	191	185	97	221	185	84%
		Femme	72	99	87	88	119	87	73%
	Groupes de production agricole et de bétail comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombr e	5	7	5	71	15	10	67%
	Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation	Nombr e	18	15	18	120	50	18	36%
		Homme	8	5	8	160	35	8	23%
		femme	10	10	10	100	15	10	67%

<b>Composante B: Consolidation des organisations de producteurs</b>										
	<b>Volet 1: Infrastructures rurales</b>									
		<b>Résultats</b>	<b>Unité</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>			<b>Cumulatif</b>		
				<i>Réalisé</i>	<i>PATB</i>	<i>Réalisé</i>	<i>%</i>	<b>Cibles</b>	<b>Réalisé</b>	<b>%</b>
CECAB		Installations de transformation aménagées/remises en état	Nombre	0	0	0	0	16	0	0%
		Installations de stockage aménagées/remises en état	Nombre	0	0	0	0	4	0	0%
		Routes construites/ remises en état	KM	-		0	0	-	-	
		Personnes formées en gestion de l'infrastructure	Nombre	0	0	0	0	80	0	0%
			Homme	0			0	56	0	0%
			Femme	0			0	24	0	0%
		Installations de transformation aménagées/remises en état	Nombre	5	20	18	90	48	23	48%
		Installations de stockage aménagées/remises en état	Nombre	0	6	0	0	6	0	0%
		Routes construites/ remises en état	KM	-				-	-	
		Personnes formées en gestion de l'infrastructure	Nombre	0	110	90	82	240	90	38%
			Homme	0	77	63	82	168	63	38%
			Femme	0	33	27	82	72	27	38%
CECAQ11		Installations de transformation aménagées/remises en état	Nombre	0	1	1	100	8	1	13%
		Installations de stockage aménagées/remises en état	Nombre	0	0	0	0	6	0	0%
		Routes construites/ remises en état	KM	-				-	-	
		Personnes formées en gestion de l'infrastructure	Nombre	0	0	0	0	40	0	0%
			Homme	0	0	0	0	28	0	0%
			Femme	0	0	0	0	12	0	0%
		Installations de transformation aménagées/remises en état			0	0	0			
		Installations de stockage aménagées/remises en état	Nombre	0	0	0	0	2	0	0%
		Routes construites/ remises en état	KM	-			0	-	-	!
		Personnes formées en gestion de l'infrastructure	Nombre	0	0	0	0	30	0	0%
			Homme	0	0	0	0	21	0	0%
			Femme	0	0	0	0	9	0	0%

<b>Composante B: Consolidation des organisations de producteurs</b>										
<b>Volet 2 Appui à l'organisation et à la gestion des OP</b>										
	Résultats	Unité	2015	2016				Cumulatif		
			Réalisé	PATB	Réalisé	%		Cibles	Réalisé	%
	Groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre	1	1	1	100		1	1	100%
CECAB	Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre	2,080	2,300	2,142	93		2,400	2,080	87%
		Homme	1,460	1,541	1,421	92		1,680	1,460	87%
		Femme	620	759	721	95		720	721	100%
	Groupes de commercialisation comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	1	1	1	100		1	1	100%
	Personnes formées aux affaires et à l'entrepreneuriat	Nombre	0	0	0	0		720	0	0%
		Homme	0	0	0	0		504	0	0%
		Femme	0	0	0	0		216	0	0%
	Groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre	1	1	1	100		1	1	100%
	Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre	1,106	1,100	1,156	105		1,300	1,156	89%
		Homme	766	650	763	117		850	766	90%
		Femme	340	450	393	87		450	393	87%
CECAQ11	Groupes de commercialisation comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	1	1	1	100		1	1	100%
	Personnes formées aux affaires et à l'entrepreneuriat	Nombre	0	0	0	0		390	0	0%
		Homme	0	0	0	0		273	0	0%
		Femme	0	0	0	0		117	0	0%
	Groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre	1	1	1	100		1	1	100%
	Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre	420	416	416	100		310	416	134%
		Homme	253	298	298	100		217	298	137%
		Femme	167	118	118	100		93	167	180%
	Groupes de commercialisation comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	1	1	1	100		1	1	100%
	Personnes formées aux affaires et à l'entrepreneuriat	Nombre	0	5	4	80		93	4	4%
		Homme	0	4	3	75		65	3	5%
		Femme	0	1	1	100		28	1	4%
CEPIBA	Groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre	1	1	1	100		1	1	100%

	Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre	238	290	272	94	340	272	80%	
		Homme	166	191	191	100	221	191	86%	
		Femme	72	99	87	88	119	87	73%	
	Groupes de commercialisation comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	1	1	1	100	1	1	100%	
		Personnes formées aux affaires et à l'entrepreneuriat	Nombre	0	0	0	0	102	0	0%
			Homme	0	0	0	0	71	0	0%
	Femme		0	0	0	0	31	0	0%	
	Volet 3: Renforcement du cadre commun aux différentes OP (Pas de résultats correspondant)									

<b>Composante C: Nouveaux domaines d'interventions</b>										
		Résultats	Unité	2015	2016			Cumulatif		
				Réalisé	PATB	Réalisé	%	Cibles	Réalisé	%
	Volet 1: Micro-irrigation	Superficies des périmètres d'irrigation aménagés ou réhabilités	Ha	0	0	0	0	20	0	0%
	Volet 2: Viande de porc et de volaille de qualité	Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale	Nombre	0	40	20	50	100	20	20%
			Homme	0	10	5	50	30	5	17%
			Femme	0	30	15	50	70	15	21%

**PAPAC Niveau 2 (A remplir à partir de 2017)**

Composantes	Sous-composante	Résultat	Barème
Nom de la composante	Nom de la sous-composante		
<b>A : Développement des Plantations familiales</b>	CECAB	Efficacité: amélioration de la production agricole, animale et halieutique/piscicole Durabilité probable des groupes de production agricole et de bétail	
	CECAQ	Efficacité: amélioration de la production agricole, animale et halieutique/piscicole Durabilité probable des groupes de production agricole et de bétail	
	CECAFEB	Efficacité: amélioration de la production agricole, animale et halieutique/piscicole Durabilité probable des groupes de production agricole et de bétail	
	CEPIBA	Efficacité: amélioration de la production agricole, animale et halieutique/piscicole Durabilité probable des groupes de production agricole et de bétail	
<b>B: Consolidation des organisations de producteurs</b>	<b>Volet 1: Infrastructures rurales</b>		
	CECAB	Durabilité probable des installations de transformation	
		Durabilité probable des installations de stockage	
		Durabilité probable des routes construites/remises en état	
	CECAQ11	Durabilité probable des installations de transformation	
		Durabilité probable des installations de stockage	
		Durabilité probable des routes construites/remises en état	
	CECAFEB	Durabilité probable des installations de transformation	
		Durabilité probable des installations de stockage	
		Durabilité probable des routes construites/remises en état	
	CEPIBA	Durabilité probable des installations de transformation	
		Durabilité probable des installations de stockage	
		Durabilité probable des routes construites/remises en état	
	<b>Volet 2 : Appui à l'organisation et à la gestion des OP</b>		
	CECAB	Durabilité probable des groupes de commercialisation créés/consolidés	
		Efficacité: producteurs bénéficiant d'un plus large accès au marché	
	CECAQ11	Durabilité probable des groupes de commercialisation créés/consolidés	
		Efficacité: producteurs bénéficiant d'un plus large accès au marché	
	CECAFEB	Durabilité probable des groupes de commercialisation créés/consolidés	
		Efficacité: producteurs bénéficiant d'un plus large accès au marché	
	CEPIBA	Durabilité probable des groupes de commercialisation créés/consolidés	
		Efficacité: producteurs bénéficiant d'un plus large accès au marché	



Composantes	Sous-composante	Résultat	Barème
<b>C: Nouveaux domaines d'interventions</b>			
	Volet 1 : Micro Irrigation	Efficacité de l'infrastructure de production - Périmètres d'irrigation	
		Durabilité probable de l'infrastructure de production - Périmètres d'irrigation	
	Volet 2 : Viande de porc et de volaille de qualité	Efficacité: amélioration de la production agricole, animale et halieutique/piscicole	

### PAPAC Niveau 3

Indicateur	Unité	Référence	Mi-parcours	Achèvement	Objectif
Ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté	%	42			32
Enfants en insuffisance pondérale - Poids par âge	%	8.8			6.8
Enfants chroniquement mal nourris - Taille par âge	%	17.2			15.2
Enfants en malnutrition aigüe - Poids par taille	% total	4			2.0
Ménages ayant connu une saison de disette	%	19			10
Durée de la première saison de disette	Nombre	2.8			1.5

## Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

### PAPAC

Dons 2000000840 et 2000001546

Tableau 5A: Exécution des obligations de financement par source de financement (en USD)  
 au 30 septembre 2016

Source de financement	Préévaluation	Montant actualisé au taux de réception pour les fonds FIDA	Décaissements	Décaissements (%)
Don FIDA 2000000840	3 000 000	2 746 838	2 055 500,83	74,83%
Don FIDA 2000001546	3 000 000	3 034 262	895 441,86	29,51%
<b>Sous-total</b>	<b>6 000 000</b>	<b>5 781 100</b>	<b>2 950 943</b>	<b>51,04%</b>
Gouvernement	902 000	902 000	79 464	8,81%
AFD	681 000	681 000	81 393	11,95%
Bénéficiaires	1 046 000	1 046 000		0,00%
Autres ressources (ventes DAO)	-	930,23	930,23	-
Ecart financier	1 225 000	1 225 000	-	0,00%
<b>Total</b>	<b>9 854 000</b>	<b>9 636 030</b>	<b>3 112 730</b>	<b>32,30%</b>

### Don 1 :

taux de réception des fonds FIDA : DTS/USD: 1,4086

taux conversion contrepartie et ventes DAO : STD / USD: 21500

### Don 2

taux de réception des fonds FIDA : DTS/USD: 1,3971

taux de conversion DTS /USD à la conception: 1,53846

Taux fonds AFD à la conception Euros/USD: 1,362

**Tableau 5B: Performance financière effective par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'Euros)**

**PAPAC**

**Dons 2000000840 et 2000001546**

**au 31 août 2016**

Composante	Dons du FIDA			Gouvernement			AFD		
	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%
<b>A. DEVELOPPEMENT DES PLANTATIONS</b>	<b>1114</b>	<b>543,1</b>	<b>49%</b>	<b>236</b>	<b>3,00</b>	<b>1,3%</b>	<b>19</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Plantations	1114	543,1	49%	236	3,00	1,3%	19	-	-
<b>B. CONSOLIDATION DES ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS</b>	<b>2 436</b>	<b>435,4</b>	<b>18%</b>	<b>390</b>	<b>0,13</b>		<b>687</b>	<b>60</b>	
Infrastructures rurales	686	199,6	29%	119	0,07	0,1%	46	-	-
Organisation et gestion	1 142	123,4	11%	229	-	0,0%	376	59,8	15,9%
Cadre commun et Cel Techn UGP	608	112,4	18%	42	0,07	0,2%	265	-	-
<b>C. NOUVEAUX DOMAINES D'INTERVENTION</b>	<b>603</b>	<b>89,8</b>	<b>15%</b>	<b>114</b>	<b>0,41</b>	<b>0,4%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Micro irrigation	452	37,5	8%	82	0,02	0,0%	-	-	-
Elevage	151	52,3	35%	32	0,39	1,2%	-	-	-
<b>D. GESTION ET ACCOMPAGNEMENT DU PROGRAMME</b>	<b>1 849</b>	<b>494,8</b>	<b>27%</b>	<b>176</b>	<b>27,3</b>	<b>16%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Coordination, Administration	1 389	449,0	32%	146	20,6	14%	-	-	-
Suivi-évaluation	460	45,8	10%	30	6,7	22%	-	-	-
<b>Total</b>	<b>6 002</b>	<b>1 563,1</b>	<b>26,0%</b>	<b>916</b>	<b>30,8</b>	<b>3,4%</b>	<b>706</b>	<b>59,76</b>	<b>8,5%</b>

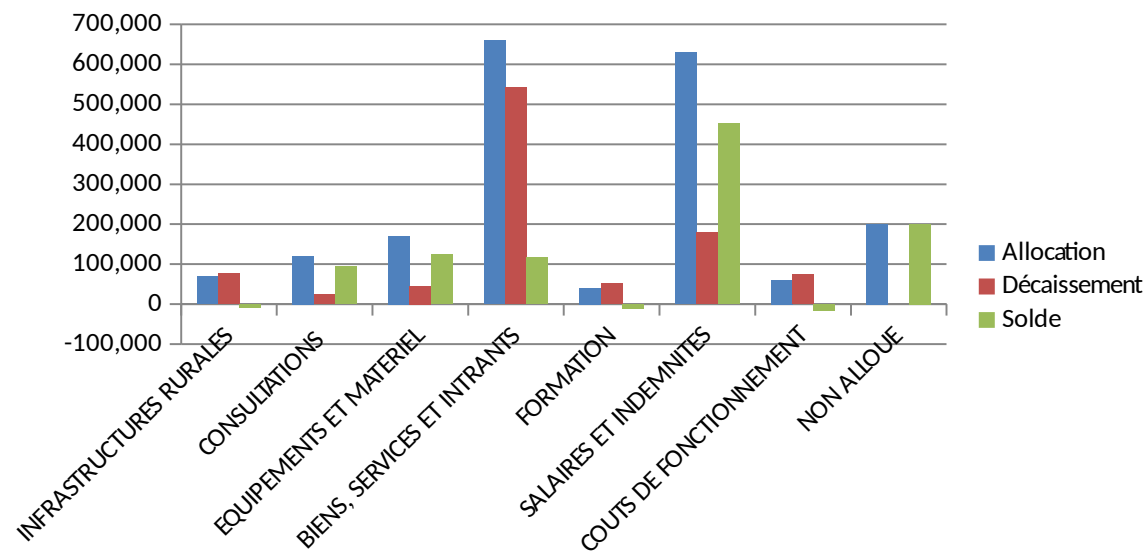
**Tableau 5B: Performance financière effective par bailleur de fonds par composante (en milliers d'Euros) (Suite)**  
**au 31 août 2016**

Composante	Bénéficiaires			Ecart financier			Total toutes sources de financement		
	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%
<b>A. DEVELOPPEMENT DES PLANTATIONS</b>	<b>764</b>	<b>57,1</b>	<b>7%</b>	<b>752</b>	-	-	<b>2885</b>	<b>603,2</b>	<b>21%</b>
Plantations	764	57,1	7%	752	-	-	2 885	603,2	21%
<b>B. CONSOLIDATION DES ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS</b>	<b>165</b>	-	-	<b>397</b>	-	-	<b>4 075</b>	<b>495</b>	<b>12%</b>
Infrastructures rurales	109	-	-	237	-	-	1 197	199,6	17%
Organisation et gestion	56	-	-	145	-	-	1 948	183,2	9%
Cadre commun et Cel Techn UGP	0	-	-	15	-	-	930	112,5	12%
<b>C. NOUVEAUX DOMAINES D'INTERVENTION</b>	<b>117</b>	-	-	<b>24</b>	-	-	<b>858</b>	<b>90,2</b>	<b>11%</b>
Micro irrigation	113	-	-	12	-	-	659	37,5	6%
Elevage	4	-	-	12	-	-	199	52,7	26%
<b>D. GESTION ET ACCOMPAGNEMENT DU PROGRAMME</b>	-	-	-	<b>10</b>	-	-	<b>2 035</b>	<b>522,1</b>	<b>26%</b>
Coordination, Administration	-	-	-	-	-	-	1 535	469,6	31%
Suivi-évaluation	-	-	-	10	-	-	500	52,5	11%
<b>Total</b>	<b>1 046</b>	<b>57,05</b>	<b>5%</b>	<b>1 183</b>	-	-	<b>9 853</b>	<b>1 710,7</b>	<b>17,4%</b>

**TABLEAU 5C : Décaissements sur le Don FIDA (en D T S)**  
**REPUBLIQUE DE SAO TOME ET PRINCIPE**  
**PAPAC**  
**Don 2000000840**  
**Situation au**  
**30/09/2016**

Catégories	Rubriques	Allocation par catégorie	Décaissements Cumulés	Solde disponible	%décaissement
	Avance au compte spécial	0	462 564,48	-462 564,48	
I	INFRASTRUCTURES RURALES	70 000	77 908,67	-7 908,67	111,30%
II	CONSULTATIONS	120 000	25 071,43	94 928,57	20,89%
III	EQUIPEMENTS ET MATERIEL	170 000	45 638,00	124 362,00	26,85%
IV	BIENS, SERVICES ET INTRANTS	660 000	542 132,87	117 867,13	82,14%
V	FORMATION	40 000	52 036,60	-12 036,60	130,09%
VI	SALAIRES ET INDEMNITES	630 000	178 675,61	451 324,39	28,36%
VII	COUTS DE FONCTIONNEMENT	60 000	75 187,04	-15 187,04	125,31%
99	NON ALLOUE	200 000	-	200 000,00	0,00%
	<b>TOTAUX</b>	<b>1 950 000</b>	<b>1 459 214,70</b>	<b>490 785,30</b>	<b>74,83%</b>

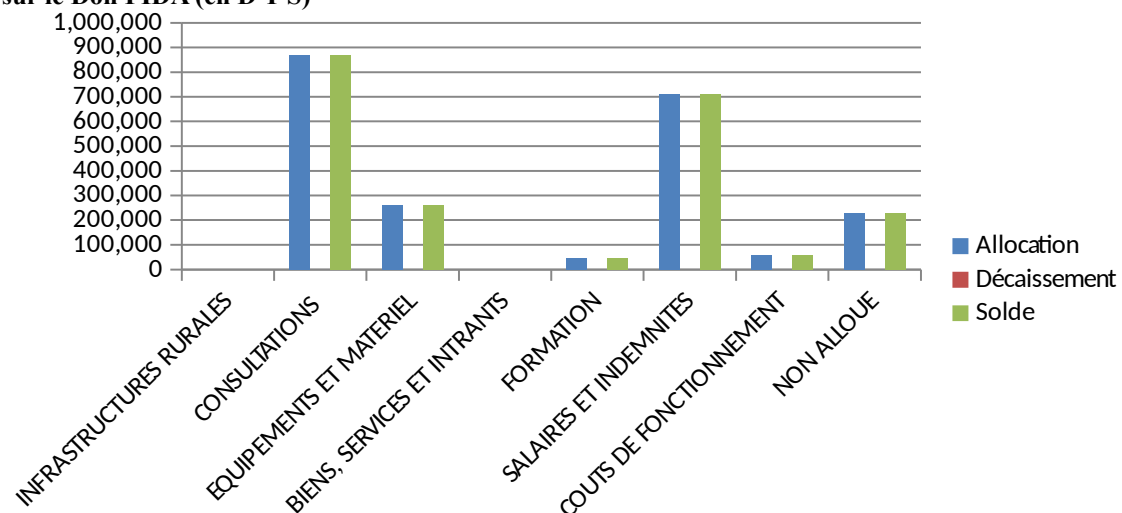
**GRAPHIQUE 5C : Décaissements sur le Don FIDA (en D T S)**



**TABLEAU 5C : Décaissements sur le Don FIDA (en D T S)**  
**REPUBLIQUE DE SAO TOME ET PRINCIPE**  
**PAPAC**  
**Don 2000001546**  
**Situation au 30/09/2016**

Catégories	Rubriques	Allocation par catégorie	Décaissements Cumulés	Solde disponible	%décaissement
	Avance au compte spécial	0	640 933,20	-640 933,20	
I	INFRASTRUCTURES RURALES	0	0,00	0,00	
II	CONSULTATIONS	870 000	0,00	870 000,00	0,00%
III	EQUIPEMENTS ET MATERIEL	260 000	0,00	260 000,00	0,00%
IV	BIENS, SERVICES ET INTRANTS	0	0,00	0,00	
V	FORMATION	45 000	0,00	45 000,00	0,00%
VI	SALAIRES ET INDEMNITES	710 000	0,00	710 000,00	0,00%
VII	COUTS DE FONCTIONNEMENT	60 000	0,00	60 000,00	0,00%
99	NON ALLOUE	226 844	-	226 844,00	0,00%
	<b>TOTAUX</b>	<b>2 171 844</b>	<b>640 933,20</b>	<b>1 530 910,80</b>	<b>29,51%</b>

**GRAPHIQUE 5C : Décaissements sur le Don FIDA (en D T S)**



**TABLEAU 5C : Décaissements sur le Don AFD (en Euros)**

**PAPAC**

**Don AFD N° 1024 01 E**

**Situation au 30/09/2016**

Catégories	Rubriques	Allocation par catégorie	Décaissements Cumulés	Solde disponible	%décaissement
	Assistance technique	500 000	59 760,00	440 240,00	11,95%
	<b>TOTAL</b>	<b>500 000</b>	<b>59 760,00</b>	<b>440 240,00</b>	<b>11,95%</b>



## Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: Octobre 2016

Section	Disposition	Date butoir de l'action/ Objectif	Niveau d'exécution/ Date
<b>Section B.3</b> <b>Compte dédié</b>	Pour chaque Don : Un compte désigné en Euro sera ouvert au nom du Projet auprès d'une institution financière à Sao Tomé ayant l'agrément du Fonds pour recevoir les ressources provenant du don	2014 (don 1) 2016 (don 2)	Compte Don 1 ouvert en 2014
<b>Section B.4</b> <b>Compte d'opération</b>	un compte d'opération libellé en STD sera ouvert au nom du projet auprès d'une institution financière à Sao Tomé ayant l'agrément du Fonds, pour les opérations relatives au Projet	2014	Compte Don 2 ouvert en 2016
<b>Section B.5</b> <b>Compte des coopératives</b>	Un compte dédié libellé en STD par le compte d'opération sera ouvert au niveau de chaque coopérative auprès d'une institution financière à Sao tomé ayant l'agrément du Fonds pour les opérations relatives au Projet	2014	Compte ouvert par chaque coopérative
<b>Section B.4</b> <b>Compte de contrepartie</b>	Un compte de fonds de contrepartie sera ouvert libellé en STD sera ouvert au nom du Projet auprès d'une institution financière à Sao Tomé ayant l'agrément du Fons	2014	Le projet a ouvert un nouveau compte en 2014 pour la contrepartie
<b>Section B.7</b> <b>Contribution du Bénéficiaire</b>	La contribution du Bénéficiaire au financement du projet est estimée à 917.000 \$EU. Ce montant inclut notamment (a) l'ensemble de droit, impôts et taxes grevant les biens et services qui seront pris en charge par le Bénéficiaire au moyen d'exonération ou en ayant recours à la procédure des chèques tirés sur le Trésor, (b) la contribution du Bénéficiaire sous forme de Fonds de contrepartie aux taxes grevant les petites dépenses et à celles pour lesquelles le recours à la procédure d'exonération ou des chèques tirés sur le Trésor est impossible.	2014-2015	En 2014 et 2015 le gouvernement a versé une somme de STD 1.000.000.000. Une contribution est prévue en fin 2016. Les exonérations de taxes sont valorisées et comptabilisées.
<b>Section E.2</b> <b>Conditions préalables au décaissement</b>	Les éléments ci-dessous constituent les conditions préalables aux décaissements (a) un premier dépôt minimal de 500.000 .000 STD a été effectué par le Bénéficiaire à titre de contribution pour les Fonds de Contrepartie de la première année du Projet couvrant les taxes grevant les petites dépenses et celles pour lesquelles la procédure de l'exonération des chèques tirés sur le Trésor est impossible ; (b) L'arrêté portant création de Comité de Pilotage du Projet (CP) est pris par l'agent principal du Projet, (c) Le Décret portant création de l'UGP est pris par l'agent principal, (d) Le personnel clé du Projet est reconduit au PAPAFPA, ou recruté par l'Agent Principal selon les procédures nationales du Bénéficiaire, avec l'agrément	2014	Toutes les conditions préalables aux décaissements ont été remplies et le don est entré en vigueur

	du Fonds; (e) Le manuel des procédures financières administratives et comptables et le manuel d'exécution du Projet sont élaborés et approuvés par le Fonds.		
Para 21 Lettre au Bénéficiaire	Les ressources mises à disposition dans le cadre du don ne peuvent pas être utilisées pour le paiement des taxes ou d'impôts	Permanent	Disposition respectée.
Para 24 Lettre au Bénéficiaire	Conformément aux directives du FIDA concernant la passation des marchés, chaque PPM inclura les contrats proposés, les méthodes de passation des marchés et les procédures d'examen connexes du FIDA	Annuellement	Disposition respectée
Para 30 Lettre au Bénéficiaire	Dès que possible, et au plus tard 120 jours après l'entrée en vigueur de l'accord de don, le Bénéficiaire désignera des auditeurs indépendants, choisis conformément aux procédures et critères énoncés dans les directives du FIDA relatives à l'audit des Projets. Ces auditeurs seront chargés de procéder à l'audit des Etats Financiers relatif au Projet pour la Première période Budgétaire. Par la suite, dès que possible et au plus tard 120 jours après le début de chaque exercice budgétaire suivant, le Bénéficiaire pourra soit confirmer la nomination du même auditeur indépendant - s'il a donné satisfaction dans l'exercice de sa mission - soit suivre la même procédure pour désigner de nouveaux auditeurs indépendants pour l'exercice budgétaire suivant. Rapport d'audit à envoyer chaque année avant le 30 juin.	120 jours après l'Entrée en vigueur de l'accord de don pour la première année du Projet	Disposition respectée
Section 7.01 (b) conditions générales applicables au financement du développement agricole	Les Projets sont mis en œuvre sur la base d'un PTBA [...] avant le début de chaque année du Projet, l'agent principal du Projet soumet, si nécessaire à l'organisme de contrôle désigné par le Bénéficiaire le projet PTBA pour examen. A l'issue de cet examen, l'agent principal du projet soumet au Fonds, pour observations, la version provisoire du PTBA, au plus tard 60 jours avant le début de l'année du projet considérée. Si le Fonds ne formule aucune observation dans le délai de 30 jours suivant la réception du projet PTBA, il est considéré comme approuvé par le Fonds	60 jours avant le début de l'année considérée	Pour 2015, il y a eu un retard dans la soumission du PTBA (dû au démarrage du Projet) mais le PTBA a été approuvé par le FIDA Pour 2016, prévu dans les délais
Section 9.02 (b) conditions générales applicables au financement du développement agricole	Le Bénéficiaire remet au Fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés des opérations, des ressources et des dépenses relatives au projet, établis conformément aux normes et procédures agréées par le Fonds	Dans un délai de 4mois après la clôture de chaque année fiscale	Disposition respectée

## Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

### **Apprentissage**

---

Sao Tomé-et-Príncipe est un pays, de par sa taille et son insularité qui doit faire face à de nombreux handicaps : un faible peuplement, un territoire restreint en termes d'espace, de ressources naturelles et humaines, des surcoûts liés à la discontinuité physique et l'éloignement du continent. Tous ces éléments constituent des entraves majeures au niveau de beaucoup de domaines comme l'accès à une éducation de qualité, aux soins de santé, à l'approvisionnement alimentaire, à la technologie, aux échanges de biens et de personnes, mais aussi à l'information. L'enclavement intellectuel reste encore une contrainte forte même si l'archipel dispose depuis quelques années d'un accès internet de qualité (relié à un câble sous-marin). Cette contrainte se manifeste non seulement par une faible habitude, voire une réticence, à aller chercher l'information « à l'extérieur » mais aussi par un déficit systématique de communication avec les partenaires extérieurs. La communication et l'échange d'expérience avec l'extérieur revêt donc une importance toute particulière dans ce contexte, et un appui particulier a été porté sur ces questions durant le PAPAFA et continuera à l'être pour le PAPAC.

Le PAPAC appuie les coopératives à créer et développer des relations avec des partenaires techniques et/ou commerciaux extérieurs (participation à des foires, prise en charge de certains coûts de voyages de et vers São Tomé, fourniture de contacts de potentiels partenaires, etc.). En 2016, deux coopératives ont réalisé des voyages d'étude et d'échange en dehors du pays (Equateur pour la CECAB et Madagascar pour la CEPIBA). La CECAFEB recherche actuellement des contacts sur l'île française de la Réunion. Seule la CECAQ 11 ne s'est pas mobilisée pour profiter de cette opportunité. La CECAFEB a été mise en contact, pour le volet café *robusta*, avec le Coffee Quality Institute aux Etats-Unis et a participé à l'exposition Terra Madre organisée à Turin par le réseau « Slow Food ». Le responsable du volet « micro-irrigation » a acquis, pour les tests entrepris du matériel auprès de 19 fournisseurs spécialisés de différents pays. Il se rendra au Burkina Faso avant la fin 2016 pour participer à une session d'échanges et de formation organisée par IdE.

---

### **Innovation:**

La stratégie alternative de plantation de café dont le test avait été recommandé par la mission de supervision de septembre 2015 est en cours de mise en œuvre. Il s'agit de décaler la date de plantation de mars-avril actuellement (2 mois avant la grande saison sèche) vers le mois d'octobre (début de saison des pluies). Le temps de pépinière étant fixe (7 mois), cela suppose la conservation sur quelques mois des semences de café ce qui est un exercice difficile (pas de réel consensus chez les scientifiques sur les techniques de conservation). Les premières expériences semblent concluantes. En outre la CECAFEB a pris l'initiative de récupérer, en mars, des semences fraîches issues de récoltes tardives et qui ne sont disponibles qu'en quantités très limitées. Les pépinières réalisées avec cette technique sont une réussite : les taux de germination et le développement et la vigueur des plants sont très satisfaisants. La plantation démarrera au cours de la seconde moitié d'octobre et pourra se poursuivre jusqu'en décembre. Un premier bilan global devra être réalisé en avril 2017 et le bilan définitif à la fin de la saison sèche 2017 (septembre, ce qui coïncidera avec la revue à mi-parcours du projet). La CECAFEB a cependant déjà pris la décision de renouveler la mise en œuvre de cette stratégie pour ses plantations 2017.

Les résultats obtenus sur les cinq premiers lots de poulets de chair semblent montrer que le modèle technique et le « business model » (intégration entre un aviculteur privé et une communauté) essayé dans le cadre du PAPAC serait viable, malgré les contraintes propres au pays, à la fois du point de vue du partenaire privé et des communautés participantes. Un rééquilibrage des marges entre la communauté (75% environ) et le partenaire privé (25% environ) devra être réalisé, ce dernier perdant de l'argent avec la règle initiale de partage des coûts. L'expérience sera lancée dans une seconde communauté fin 2016. Le bilan du premier lot de porcelets actuellement en cours d'engraissement dans une troisième communauté selon un modèle du même type pourra être réalisé à partir de janvier 2017.

L'intérêt initial manifesté par les producteurs (maraichage et poivre) pour la micro-irrigation est encourageant. 2017 restera une année de réalisation de tests plus nombreux et diversifiés sur maraichage et poivre ainsi que la mise en place d'un test sur une replantation de cacao (appui au démarrage des jeunes plants). Au-delà, l'équipe chargée du volet au sein de l'UGP a pris l'initiative d'appuyer la réparation d'un béliet hydraulique datant des années 1950 et de fabriquer et commencer à tester deux prototypes de « micro-béliers » assemblés à partir de pièces disponibles dans les boutiques de la place. Les premiers résultats sont encourageants. Des éléments plus complets seront disponibles pour la revue à mi-parcours du projet. Cette technique permet de propulser une partie de l'eau d'une petite chute d'eau (3m) à une hauteur beaucoup plus importante (20 m). Si les résultats positifs se confirment, la diffusion de cette technique dans l'ensemble du pays pourrait être envisagée à une assez large échelle, que ce soit pour l'irrigation ou l'alimentation en eau potable. Elle pourrait également être proposée dans d'autres pays présentant des hydrographies et reliefs du même type.